

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du troisième trimestre de 2023

Performance de la Banque HSBC Canada pour le troisième trimestre de 2023

Trimestre clos le 30 septembre 2023

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire	
660 M\$	↓ 0,8 %	282 M\$	↓ 5,4 %	184 M\$	↓ 11 %
(665 M\$ en 2022)		(298 M\$ en 2022)		(206 M\$ en 2022)	

Période de neuf mois close le 30 septembre 2023

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire	
2 018 M\$	↑ 10 %	893 M\$	↑ 13 %	587 M\$	↑ 8,3 %
(1 834 M\$ en 2022)		(788 M\$ en 2022)		(542 M\$ en 2022)	

Au 30 septembre 2023

Total de l'actif		Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 ¹	
120,5 G\$	↓ 6,1 %	13,8 %	↑ 220 pb
(128,3 G\$ au 31 déc. 2022)		(11,6 % au 31 déc. 2022)	

1. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de capital » figurant dans le rapport de gestion pour obtenir la définition de cette expression.

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« La performance est restée résiliente au troisième trimestre. Les principales activités commerciales sont demeurées solides, la hausse de la moyenne des soldes des prêts et des dépôts ayant eu une incidence favorable au cours du trimestre. Le total du résultat d'exploitation a légèrement diminué par rapport au troisième trimestre de 2022, en raison de l'incidence de l'augmentation du coût du passif attribuable à la hausse des

taux d'intérêt et aux conditions de marché plus difficiles. Le total du résultat d'exploitation a augmenté de 10 % pour la période de neuf mois.

Bien que l'inflation ralentisse et que nous nous attendions à un atterrissage en douceur de l'économie, les difficultés financières s'aggravent. Comme nous l'avons fait au cours des 40 dernières années, nous continuerons d'apporter le soutien auquel nos clients s'attendent tant au cours des périodes florissantes que des périodes agitées ».

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	46
Notes annexes	51
Renseignements à l'intention des investisseurs	60

Nos secteurs d'activité mondiaux¹

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de quatre secteurs d'activité et d'un centre général qui bénéficie du soutien de plusieurs fonctions d'entreprise et de nos équipes responsables des services numériques.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et de services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

Services bancaires internationaux (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés des titres de créance, du commerce international, du financement des comptes clients ou de la gestion des liquidités et de la trésorerie à l'échelle mondiale.

Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM »)

Nous permettons à nos clients, tant les grandes sociétés que les institutions, d'accéder aux marchés financiers et aux liquidités, de trouver des occasions d'investissement, de gérer les risques et d'effectuer des transactions facilement. Nous regroupons les solutions de financement, les ventes et la négociation, la recherche, la compensation et le règlement des paiements.

Trimestre clos le 30 septembre 2023

Total du résultat d'exploitation

304 M\$	↓ 1,3 %	279 M\$	↑ 3,3 %	49 M\$	↓ 16 %	24 M\$	↓ 7,7 %
(308 M\$ en 2022)		(270 M\$ en 2022)		(58 M\$ en 2022)		(26 M\$ en 2022)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

185 M\$	↓ 5,1 %	98 M\$	↑ 18 %	32 M\$	— %	13 M\$	— %
(195 M\$ en 2022)		(83 M\$ en 2022)		(32 M\$ en 2022)		(13 M\$ en 2022)	

Période de neuf mois close le 30 septembre 2023

Total du résultat d'exploitation

925 M\$	↑ 5 %	855 M\$	↑ 19 %	158 M\$	↑ 9,7 %	66 M\$	↓ 20 %
(881 M\$ en 2022)		(719 M\$ en 2022)		(144 M\$ en 2022)		(83 M\$ en 2022)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

587 M\$	↑ 11 %	307 M\$	↑ 48 %	107 M\$	↑ 53 %	30 M\$	↓ 32 %
(528 M\$ en 2022)		(208 M\$ en 2022)		(70 M\$ en 2022)		(44 M\$ en 2022)	

Au 30 septembre 2023

Actifs associés aux prêts liés aux clients²

36,4 G\$	↓ 1,1 %	36,2 G\$	↓ 1,4 %	4,0 G\$	↓ 10 %	Néant
(36,8 G\$ au 31 déc. 2022)		(36,7 G\$ au 31 déc. 2022)		(4,5 G\$ au 31 déc. 2022)		(néant au 31 déc. 2022)

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 16 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les chiffres indiqués ci-dessous donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité. Les résultats équivalents pour le centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation de 4 M\$ pour le trimestre et de 14 M\$ pour la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 (total du résultat d'exploitation en 2022 : 3 M\$ pour le trimestre et 7 M\$ pour la période de neuf mois), bénéfice(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat de (46) M\$ pour le trimestre et de 138 M\$ pour la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 (en 2022 : (25) M\$ pour le trimestre et (62) M\$ pour la période de neuf mois) et actifs des clients de néant (en 2022 : néant).

² Les actifs associés aux prêts liés aux clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	4
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	4
À propos de la HSBC	5
Utilisation de mesures financières supplémentaires	5
Faits saillants financiers	6
Performance financière	7
Évolution de la situation financière	12
Nos secteurs d'activité	13
Sommaire de la performance trimestrielle	17
Survol et perspectives économiques	18
Faits nouveaux en matière de réglementation	20
Questions comptables	20
Arrangements hors bilan	20
Instruments financiers	21
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	21
Transactions avec des parties liées	21
Risques	21

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », la « HSBC »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ») est désigné comme la société mère et ses filiales ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023, en comparaison avec ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 (« états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2022*. Ce rapport de gestion est daté du 26 octobre 2023, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2022 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions

financières Canada (« BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la Loi sur les banques. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca et sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Les documents sont également déposés conjointement avec les suppléments de prospectus de la banque sur le site National Storage Mechanism de la Financial Conduct Authority (« FCA ») du Royaume-Uni, au www.data.fca.org.uk, et sur celui de la Bourse de Londres, au www.londonstockexchange.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2022* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2022*, la rubrique « Risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, le risque de trésorerie (incluant le risque de capital, le risque de liquidité et de financement et le risque de taux d'intérêt), le risque de marché, le risque lié à la résilience, les risques climatiques (y compris les conséquences des risques de transition et des risques matériels) le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées

par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, l'inflation, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les cybermenaces et l'accès non autorisé aux systèmes, les modifications de nos notations de crédit, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO »), y compris le taux *Canadian Dollar Offered Rate* (« CDOR »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, les changements de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. En outre, le 29 novembre 2022, le Groupe HSBC a annoncé une entente visant la vente de la totalité de sa participation dans la Banque HSBC Canada (et ses filiales) et des créances subordonnées détenues par le Groupe HSBC à la Banque Royale du Canada (« RBC »). Le 1^{er} septembre 2023, le Bureau de la concurrence du Canada a publié son rapport et a conclu qu'il n'y avait aucune préoccupation liée à la concurrence en ce qui concerne la vente proposée. Il s'agit du premier de plusieurs examens nécessaires à la conclusion de la transaction et de la vente. Sous réserve de l'examen et des approbations des autorités réglementaires et du gouvernement à venir, la conclusion de la vente est prévue au cours du premier trimestre de 2024. Les risques liés à la transition efficace des clients, des données, des systèmes, des processus et des employés de la Banque HSBC Canada à la RBC seront gérés au moyen de nos programmes et processus de gestion des risques en place. Notre capacité à concrétiser nos priorités stratégiques et à gérer de manière proactive les exigences du cadre réglementaire dépend du perfectionnement et de la fidélisation de nos cadres dirigeants et de nos employés les plus performants. Demeurer en mesure de recruter, de perfectionner et de conserver à notre emploi du personnel compétent dans un marché du travail des plus compétitifs et actifs se révèle toujours difficile. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une pandémie, une catastrophe écologique, un acte terroriste et un événement géopolitique. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2022* renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document n'est valable qu'en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au Canada. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au pays à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de quatre secteurs d'activité, soit Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère de la Banque HSBC Canada, est situé à Londres, au Royaume-Uni. Le Groupe HSBC sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 62 pays et territoires. Avec des actifs totalisant 3 021 G\$ US au 30 septembre 2023, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

« Un monde d'occasions à découvrir », voilà ce qui définit notre raison d'être. Nous sommes ici pour mettre nos compétences, nos capacités, notre éventail de produits et notre vaste expérience au service de nos clients et ainsi les faire profiter d'occasions uniques. Nous regroupons les gens, les idées et les capitaux qui favorisent la réussite et la croissance, aidant de ce fait à créer un monde meilleur pour nos clients, notre personnel et nos collectivités et à protéger la planète.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères. La Banque HSBC Canada a des obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres. Pour obtenir plus de détails sur les émissions d'obligations sécurisées, il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » à la page 39.

Utilisation de mesures financières supplémentaires

Pour évaluer sa performance, la banque utilise des mesures financières supplémentaires qui sont établies à partir de chiffres calculés selon les IFRS. Ce qui suit constitue un glossaire des mesures pertinentes qui sont employées tout au long de ce document, mais qui ne figurent pas dans les états financiers consolidés. Les mesures financières supplémentaires suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long de ce document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **ratio d'efficacité correspond au total des charges d'exploitation** exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

Le **ratio du levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts².

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues³ annualisée, exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues³ annualisée sur les actifs de stade 3, exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues³ sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées, exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients** correspond aux prêts et avances à des clients exprimés en pourcentage des comptes des clients.

¹ La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.

² Il y a lieu de se reporter au tableau « Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif », à la page 8, pour obtenir la composition des actifs productifs d'intérêts.

³ La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
Performance financière de la période					
Total du résultat d'exploitation		660	665	2 018	1 834
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)		(26)	(42)	(41)	(82)
Charges d'exploitation		(352)	(325)	(1 084)	(964)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		282	298	893	788
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		184	206	587	542
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,33	0,38	1,07	0,99
Ratios financiers (%)	1				
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire		13,8	17,6	15,2	14,5
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques		2,6	2,7	2,7	2,5
Ratio d'efficience		53,3	48,9	53,7	52,6
Ratio du levier d'exploitation	2	s. o.	18,1	s. o.	12,1
Marge d'intérêts nette		1,58	1,62	1,62	1,42
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,13	0,21	0,07	0,14
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,12	0,08	0,12	0,15
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3		32,0	29,0	32,0	29,0
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		—	0,01	0,01	0,23

	Notes	Au	
		30 sept. 2023	31 déc. 2022
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		120 452	128 302
Prêts et avances à des clients		73 721	74 862
Comptes des clients		80 057	82 253
Ratio des avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	92,1	91,0
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		5 398	4 818

Mesures concernant le capital, le levier et la liquidité			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	3	13,8	11,6
Ratio du capital de catégorie 1 (%)	3	16,3	14,1
Ratio du capital total (%)	3	18,7	16,4
Ratio de levier (%)	3	5,4	4,7
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)	3	43 216	44 656
Ratio de liquidité à court terme (%)	4	156	164

1 Il y a lieu de se reporter à la section « Utilisation de mesures financières supplémentaires » figurant dans le présent document pour obtenir un glossaire des mesures utilisées.

2 La mention « s. o. » est indiquée lorsque le ratio donne lieu à un ratio négatif.

3 Les ratios du capital et les actifs pondérés en fonction des risques sont calculés au moyen de la ligne directrice sur les normes de fonds propres du BSIF et le ratio de levier est calculé conformément à la ligne directrice sur les exigences de levier de ce même organisme. Ces lignes directrices sont fondées sur celles de Bâle III. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de capital » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

4 Le ratio de liquidité à court terme (Liquidity Coverage Ratio ou « LCR ») est calculé en accord avec la ligne directrice sur les normes de liquidité du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle. Le LCR indiqué dans ce tableau a été calculé à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Il y a lieu de se reporter à la section « Risque de liquidité et de financement » du présent document pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	428	449	1 322	1 155
Produits de commissions nets	187	194	570	587
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	37	15	104	66
Autres éléments de produits	8	7	22	26
Total du résultat d'exploitation	660	665	2 018	1 834
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)	(26)	(42)	(41)	(82)
Résultat d'exploitation net	634	623	1 977	1 752
Total des charges d'exploitation	(352)	(325)	(1 084)	(964)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	282	298	893	788
Charge d'impôt sur le résultat	(79)	(79)	(249)	(210)
Bénéfice de la période	203	219	644	578

Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat est demeuré solide et s'est chiffré à 282 M\$, en baisse de 16 M\$, ou 5,4 %, malgré la hausse des taux d'intérêt et les conditions de marché difficiles. La baisse a découlé principalement de l'augmentation des charges d'exploitation liée à l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada, facteur atténué en partie par la diminution de la charge au titre des pertes de crédit attendues.

Le total du résultat d'exploitation s'est élevé à 660 M\$, une légère baisse de 5 M\$, ou 0,8 %. La baisse s'explique surtout par la diminution des produits d'intérêts nets en raison de la hausse du coût du passif découlant de l'augmentation des taux d'intérêt et de la variation de la composition des dépôts, facteur compensé en partie par la hausse des rendements des actifs. Sous l'effet des difficultés persistantes du marché, les commissions tirées des facilités de crédit ont diminué dans le secteur Services bancaires internationaux en raison de la baisse du nombre de nouveaux prêts et des volumes des activités de courtage moindres, ce qui a entraîné une diminution du total des produits de commissions nets. Ces baisses ont été atténuées en partie par la hausse des produits de négociation.

Les pertes de crédit attendues se sont traduites par une charge de 26 M\$ pour le trimestre, qui découle principalement des nouvelles charges liées aux prêts non productifs et de l'incidence de la montée des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires. En 2022, la charge pour le trimestre découlait surtout d'une variation défavorable des variables macroéconomiques prospectives liées aux prêts productifs à ce moment.

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 27 M\$, ou 8,3 %, principalement en raison de la hausse des coûts liés à l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada, partiellement neutralisée par la baisse des dépenses d'investissement en 2023.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a été vigoureux et a atteint 893 M\$, en hausse de 105 M\$, ou 13 %, du fait de hausses dans trois de nos quatre secteurs d'activité. La hausse enregistrée depuis le début de l'exercice a découlé en grande partie d'un accroissement des produits d'intérêts nets et d'une baisse de la charge au titre des pertes de crédit attendues. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une augmentation des charges d'exploitation.

Le total du résultat d'exploitation de 2 018 M\$ est demeuré solide, en hausse de 184 M\$, ou 10 %, par rapport à l'exercice précédent. La hausse s'explique surtout par la progression des produits d'intérêts nets en raison des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice précédent et de l'accroissement de la moyenne des prêts et avances à des clients par rapport aux neuf premiers mois de 2022, facteurs atténués en partie par les mêmes facteurs que ceux mentionnés pour le trimestre. L'augmentation des produits de négociation et l'intensification des activités au chapitre des cartes ont également contribué à la hausse. Ces facteurs ont été annulés en partie par les conditions de marché difficiles ayant entraîné un recul des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et une baisse des commissions tirées des facilités de crédit et des commissions de prise ferme des Services bancaires internationaux, ce qui a fait diminuer le total des produits de commissions nets.

Les pertes de crédit attendues se sont traduites par une charge de 41 M\$ pour la période de neuf mois, qui découle principalement des nouvelles charges liées aux prêts non productifs et de l'incidence de la montée des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives. En 2022, la charge découlait des mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre et d'une charge importante au titre d'un prêt de stade 3 d'un montant élevé au cours du premier semestre de 2022. Cette charge avait

Rapport de gestion

été atténuée en partie par une reprise liée aux prêts productifs au cours du premier trimestre de 2022 en raison de l'amélioration des variables macroéconomiques à ce moment.

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 120 M\$, ou 12 %, principalement en raison de la hausse des coûts liés à l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada, partiellement neutralisée par la baisse des dépenses d'investissement en 2023.

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont diminué de 21 M\$, ou 4,7 %, pour le trimestre, principalement en raison de la hausse du coût du passif découlant de l'augmentation des taux d'intérêt et de la variation de la composition des dépôts, facteur compensé en partie par la hausse des rendements des actifs.

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 167 M\$, ou 14 %, pour la période de neuf mois, en raison de l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice précédent et de la hausse de la moyenne des prêts et avances à des clients par rapport aux neuf premiers mois de 2022, facteurs atténués en partie par les mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Notes	Trimestre clos le						Période de neuf mois close le					
		30 sept. 2023			30 sept. 2022			30 sept. 2023			30 sept. 2022		
		Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
		M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	1	5 926	72	4,83	6 084	39	2,53	6 263	215	4,59	9 531	72	1,01
Prêts et avances à des clients	2	73 809	960	5,16	74 792	715	3,80	74 547	2 788	5,00	72 452	1 666	3,07
Prises en pension à des fins autres que de transaction	3	4 031	69	6,81	6 014	58	3,84	4 639	215	6,20	7 110	90	1,70
Placements financiers	4	23 025	216	3,73	22 296	116	2,04	22 981	628	3,65	18 659	197	1,40
Autres actifs productifs d'intérêts	5	547	5	3,91	842	6	2,95	685	23	4,49	675	10	2,00
Total des actifs productifs d'intérêts (A)		107 338	1 322	4,89	110 028	934	3,38	109 115	3 869	4,74	108 427	2 035	2,51
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	6	2 756	29	4,11	6 012	45	3,00	3 139	92	3,92	4 464	82	2,47
Actifs non productifs d'intérêts	7	11 369	—	—	11 696	—	—	11 062	—	—	10 983	—	—
Total		121 463	1 351	4,41	127 736	979	3,05	123 316	3 961	4,29	123 874	2 117	2,28

- 1 Les « Fonds à court terme et prêts et avances à des banques » comprennent la trésorerie, les soldes détenus dans la banque centrale et les prêts et avances à des banques productifs d'intérêts.
- 2 Les « Prêts et avances à des clients » comprennent le montant brut des prêts et avances à des clients productifs d'intérêts.
- 3 Le rendement des « Prises en pension à des fins autres que de transaction » est présenté déduction faite des soldes moyens des mises en pension, ce qui peut donner lieu à un rendement supérieur aux montants contractuels, qui sont fondés sur les soldes bruts des mises en pension.
- 4 Les « Placements financiers » incluent les instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVAERG ») et les instruments d'emprunt évalués au coût amorti.
- 5 Les « Autres actifs productifs d'intérêts » comprennent les garanties en trésorerie et les autres actifs productifs d'intérêts pris en compte au poste « Autres actifs » du bilan.
- 6 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.
- 7 Les « Actifs non productifs d'intérêts » incluent la trésorerie et les soldes détenus dans la banque centrale non productifs d'intérêts, les effets en cours de compensation auprès d'autres banques, les titres de participation détenus compris dans les actifs détenus à des fins de transaction, les autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les dérivés, les prêts et avances à des banques et à des clients non productifs d'intérêts, les corrections de valeur pour dépréciation, les instruments de capitaux propres évalués à la JVAERG, et inclus au poste « Placements financiers » du bilan, les engagements de clients en contrepartie d'acceptations, les immobilisations corporelles, le goodwill et les immobilisations incorporelles, les actifs d'impôt différé et exigible et les autres actifs non productifs d'intérêts.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le						Période de neuf mois close le					
		30 sept. 2023			30 sept. 2022			30 sept. 2023			30 sept. 2022		
		Solde	Charges	Coût	Solde	Charges	Coût	Solde	Charges	Coût	Solde	Charges	Coût
		M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Dépôts effectués par des banques	1	398	2	1,68	472	1	0,47	573	12	2,80	1 034	1	0,13
Comptes des clients	2	73 443	684	3,69	70 085	285	1,61	73 753	1 879	3,41	66 744	454	0,91
Mises en pension à des fins autres que de transaction	3	4 573	77	6,70	6 031	58	3,78	4 306	207	6,43	6 892	87	1,69
Titres de créance émis et créances subordonnées		12 783	112	3,49	17 416	125	2,85	14 364	395	3,68	16 926	291	2,30
Autres passifs portant intérêt	4	2 409	19	3,21	2 631	16	2,56	2 401	54	3,01	2 558	47	2,49
Total des passifs portant intérêt (B)		93 606	894	3,79	96 635	485	2,00	95 397	2 547	3,57	94 154	880	1,25
Passifs détenus à des fins de transaction	5	2 173	22	4,01	4 695	37	3,12	2 619	74	3,78	3 822	71	2,48
Comptes courants ne portant pas intérêt	6	6 926	—	—	8 518	—	—	7 288	—	—	8 609	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt	7	18 758	—	—	17 888	—	—	18 012	—	—	17 289	—	—
Total		121 463	916	2,99	127 736	522	1,63	123 316	2 621	2,84	123 874	951	1,03
Produits d'intérêts nets (A-B)			428			449			1 322			1 155	

1 Les « Dépôts effectués par des banques » n'incluent que les dépôts effectués par des banques et portant intérêt.

2 Les « Comptes des clients » n'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

3 Le coût des « Prises en pension à des fins autres que de transaction » est présenté déduction faite des soldes moyens des mises en pension, ce qui peut donner lieu à un rendement supérieur aux montants contractuels, qui sont fondés sur les soldes bruts des mises en pension.

4 Les « Autres passifs portant intérêt » comprennent les garanties en trésorerie ainsi que d'autres passifs portant intérêt qui figurent au poste « Autres passifs » du bilan.

5 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

6 Les « Comptes courants ne portant pas intérêt » figurent au poste « Comptes des clients » du bilan.

7 Le « Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt » comprend les dépôts effectués par des banques et les autres compte des clients ne portant pas intérêt et ne figurant pas dans les « Comptes courants ne portant pas intérêt », les effets en transit vers d'autres banques, les dérivés, les acceptations, les charges à payer et produits différés, les passifs au titre des prestations de retraite, les provisions, la charge d'impôt exigible et les autres passifs ne portant pas intérêt.

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	19	19	59	57
Produits de courtage	2	5	8	12
Cartes	26	25	80	70
Facilités de crédit	83	88	252	256
Fonds sous gestion	54	54	162	169
Importations/exportations	3	3	8	9
Commissions d'agence d'assurance	1	1	4	3
Garanties et autres	11	11	36	37
Services de paiement	13	11	37	35
Prise ferme et services-conseils	6	6	18	21
Produits de commissions	218	223	664	669
Moins les charges de commissions	(31)	(29)	(94)	(82)
Produits de commissions nets	187	194	570	587

Les produits de commissions nets ont diminué de 7 M\$, ou 3,6 %, pour le trimestre, surtout en raison de la persistance des conditions de marché difficiles, ce qui a entraîné une baisse des commissions tirées des facilités de crédit en raison de la baisse du nombre de nouveaux prêts et des volumes des activités de courtage moindres dans le secteur Services bancaires internationaux. Ces diminutions ont été partiellement neutralisées par l'intensification des activités au chapitre des services de paiement et des cartes, déduction faite de l'augmentation correspondante des charges de commissions.

Les produits de commissions nets ont diminué de 17 M\$, ou 2,9 %, pour la période de neuf mois, car les conditions de marché difficiles ont entraîné un recul des commissions tirées

des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. À ce recul s'ajoute la baisse des commissions tirées des facilités de crédit, des commissions de prise ferme et des commissions de courtage dans le secteur Services bancaires internationaux. Ces diminutions ont été partiellement neutralisées par l'intensification des activités au chapitre des cartes et l'augmentation des transactions des services à l'égard des comptes dans l'ensemble de nos secteurs, déduction faite de l'augmentation correspondante des charges de commissions. La hausse des commissions tirées des facilités de crédit dans le secteur des Services aux entreprises grâce à l'accroissement des volumes des acceptations bancaires au cours de la période de neuf mois a également contribué à l'atténuation.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités de négociation	32	22	82	71
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	1	—	1	5
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	7	8	18	11
Inefficacité des couvertures	(3)	(15)	3	(21)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	37	15	104	66

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction pour le trimestre ont augmenté de 22 M\$, ou 147 %. L'augmentation s'explique principalement par une variation favorable de l'inefficacité des couvertures attribuable aux instruments de couverture des flux de trésorerie et à la hausse des produits sur les activités de négociation.

Pour la période de neuf mois, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont augmenté de 38 M\$, ou 58 %, ce qui a découlé des mêmes

facteurs que ceux décrits pour le trimestre. À cette augmentation s'ajoute la hausse des produits sur les activités de négociation, qui découle de la variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts au cours de l'exercice précédent et de l'augmentation des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation, laquelle est principalement attribuable à la montée des taux d'intérêt. Ces hausses ont été partiellement neutralisées par la diminution des variations favorables des ajustements de la juste valeur sur les scénarios prospectifs par rapport à l'exercice précédent.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variations de la juste valeur des autres instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	—	—	(1)
Profits diminués des pertes liées aux placements financiers	4	—	6	2
Autres produits d'exploitation	4	7	16	25
Autres éléments de produits	8	7	22	26

Les autres éléments de produits ont augmenté de 1 M\$, ou 14 %, pour le trimestre et ont diminué de 4 M\$, ou 15 %, pour la période de neuf mois.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	—	35	(31)	(6)
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – charge	26	7	72	88
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – charge	26	42	41	82

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 26 M\$, comparativement à une charge de 42 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge pour le trimestre découle principalement des nouvelles charges sur les prêts non productifs et de l'incidence de l'augmentation des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires.

En 2022, la charge pour le trimestre découlait essentiellement de la persistance de l'incidence défavorable des variables macroéconomiques prospectives sur les prêts productifs à ce moment.

La variation des pertes de crédit attendues pour la période de neuf mois a consisté en une charge de 41 M\$, comparativement à une charge de 82 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge pour la période de neuf mois découle des mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre, facteurs neutralisés en partie par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives.

En 2022, la charge pour la période de neuf mois découlait d'une charge importante au titre d'un prêt de stade 3 d'un montant élevé au premier semestre de 2022. La variation des pertes de crédit attendues au titre des prêts productifs avait donné lieu à une reprise surtout sur des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 au premier trimestre, favorisée par

une amélioration relative des variables macroéconomiques à ce moment, ce qui avait été partiellement contrebalancé par une charge au titre des prêts productifs imputable à une variation défavorable des variables macroéconomiques prospectives au cours du deuxième trimestre et du troisième trimestre de 2022.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	173	148	504	451
Charges générales et administratives	141	146	435	426
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles	14	18	42	49
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	24	13	103	38
Total des charges d'exploitation	352	325	1 084	964

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 27 M\$, ou 8,3 %, pour le trimestre, facteur principalement imputable aux coûts liés à l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada, qui tient compte de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation.¹ L'augmentation des coûts liés au personnel a également contribué à la hausse. Ce facteur a été partiellement atténué par la baisse des dépenses d'investissement en 2023.

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 120 M\$, ou 12 %, pour la période de neuf mois, du fait des mêmes facteurs que ceux décrits pour le trimestre.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le troisième trimestre de 2023, le taux d'imposition effectif a été de 28,0 %. Le taux prévu par la loi était de 27,8 %, ce qui inclut la taxe additionnelle imposée aux banques et aux groupes de sociétés d'assurance-vie annoncée en avril 2022. Les passifs d'impôt ont quelque peu augmenté par rapport au taux prévu par la loi. Pour le troisième trimestre de 2022, le taux d'imposition effectif était de 26,6 %.

¹ Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

Évolution de la situation financière

Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	30 sept. 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	4 828	6 326
Actifs détenus à des fins de transaction	2 408	4 296
Dérivés	6 081	6 220
Prêts et avances	74 052	75 206
Prises en pension à des fins autres que de transaction	3 437	6 003
Placements financiers	22 904	23 400
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 916	3 147
Autres actifs	3 826	3 704
Total de l'actif	120 452	128 302
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	572	712
Comptes des clients	80 057	82 253
Mises en pension à des fins autres que de transaction	4 335	4 435
Passifs détenus à des fins de transaction	1 639	3 732
Dérivés	6 602	6 575
Titres de créance émis	10 493	15 735
Acceptations	2 919	3 156
Autres passifs	7 337	5 786
Total du passif	113 954	122 384
Total des capitaux propres	6 498	5 918
Total du passif et des capitaux propres	120 452	128 302

Actif

Le total de l'actif s'est élevé à 120,5 G\$ au 30 septembre 2023, en baisse de 7,9 G\$, ou 6,1 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2022. Cette baisse s'explique surtout par une utilisation moindre du bilan aux fins des activités de négociation, ce qui a entraîné une diminution de 2,6 G\$ des prises en pension et de 1,9 G\$ des actifs détenus à des fins de transaction. La trésorerie et les soldes détenus dans la banque centrale ont également diminué de 1,5 G\$ en raison des activités de gestion du bilan. Les volumes de prêts à des clients ont diminué principalement en ce qui concerne les prêts hypothécaires et les prêts aux entreprises, en raison des conditions de marché actuelles, ce qui a réduit les prêts et avances de 1,2 G\$.

Passifs

Le total des passifs au 30 septembre 2023 s'est chiffré à 114,0 G\$, une baisse de 8,4 G\$, ou 6,9 %, par rapport au 31 décembre 2022. La baisse s'explique surtout par les échéances nettes des titres de créance émis de 5,2 G\$ et la diminution des volumes des dépôts découlant principalement des comptes des clients de 2,2 G\$, en raison de l'adaptation de nos besoins de financement aux conditions de marché actuelles et aux comportements des clients. La baisse des passifs détenus à des fins de transaction de 2,1 G\$ a également contribué à la diminution et correspond à la variation des actifs détenus à des fins de transaction.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'est établi à 6,5 G\$ au 30 septembre 2023, ce qui signale une hausse de 0,6 G\$, ou 9,8 %, en regard de celui au 31 décembre 2022. La hausse découle principalement du bénéfice après impôt de 0,6 G\$, qui a été dégagé durant la période.

Nos secteurs d'activité

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité suivants : Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, Services bancaires internationaux ainsi que Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

Services aux entreprises

Le secteur Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises aux grandes sociétés qui exercent leurs activités à l'échelle internationale.

Survol de la performance financière¹

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	183	187	556	522
Produits autres que d'intérêts	121	121	369	359
Total du résultat d'exploitation	304	308	925	881
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)	(19)	(14)	(21)	(51)
Résultat d'exploitation net	285	294	904	830
Total des charges d'exploitation	(100)	(99)	(317)	(302)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	185	195	587	528

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a diminué de 4 M\$, ou 1,3 %, pour le trimestre, et a augmenté de 44 M\$, ou 5 %, pour la période de neuf mois. Les SE ont maintenu leur élan en 2023, la moyenne des soldes des prêts s'étant accrue de 2,5 G\$, ou 7,2 %, et la moyenne des soldes des dépôts ayant augmenté de 1,3 G\$, ou 4,8 %, en regard de ceux enregistrés au cours des neuf premiers mois de 2022. Pour le trimestre, la baisse s'explique par la diminution des produits d'intérêts nets en raison de la hausse du coût du passif découlant de l'augmentation des taux d'intérêt et de la variation de la composition des dépôts, facteur compensé en partie par la hausse des rendements des actifs. Pour la période de neuf mois, les produits d'intérêts nets se sont accrus en raison de l'incidence des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de l'accroissement de la moyenne des volumes de prêts. De plus, les produits autres que d'intérêts ont progressé du fait de la hausse des volumes des acceptations bancaires et de l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 10 M\$, ou 5,1 %, pour le trimestre, en raison principalement d'une hausse des charges liées aux pertes de crédit attendues par rapport à l'exercice précédent et d'une baisse des produits d'intérêts nets. La hausse de 59 M\$, ou 11 %, pour la période de neuf mois s'explique principalement par une hausse du résultat d'exploitation, dont il est fait mention ci-dessus, et une baisse des charges liées aux pertes de crédit attendues par rapport à l'exercice précédent.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont diminué de 4 M\$, ou 2,1 %, pour le trimestre, en raison de la hausse du coût du passif découlant de l'augmentation des taux d'intérêt et de la variation de la composition des dépôts, facteur compensé en partie par la

hausse des rendements des actifs. La hausse de 34 M\$, ou 6,5 %, pour la période de neuf mois, est attribuable aux hausses des taux par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice et de la hausse de la moyenne des soldes des prêts et des dépôts par rapport aux neuf premiers mois de 2022.

Les **produits autres que d'intérêts** sont demeurés inchangés pour le trimestre. L'augmentation de 10 M\$, ou 2,8 %, pour la période de neuf mois est principalement attribuable à la hausse des produits de commissions découlant de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et à l'intensification des activités au chapitre des cartes de crédit d'entreprise.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en des charges de 19 M\$ pour le trimestre et de 21 M\$ pour la période de neuf mois. La charge se rapporte principalement aux nouvelles charges sur les prêts non productifs, partiellement compensées par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives.

En 2022, la charge pour le trimestre découlait surtout d'une incidence défavorable des variables macroéconomiques prospectives sur les prêts productifs. Pour la période de neuf mois, ce facteur s'ajoutait à une charge importante au titre d'un prêt de stade 3 d'un montant élevé au cours du premier semestre de 2022, atténuée en partie par la constatation, au premier trimestre de 2022, d'une reprise liée aux prêts productifs du fait des corrections de valeur attribuables à la COVID-19.

Le **total des charges d'exploitation** pour le trimestre a augmenté de 1 M\$, ou 1 %, et de 15 M\$, ou 5 %, pour la période de neuf mois, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

¹ Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur propose aussi une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés à nos clients présents sur la scène internationale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	201	202	617	499
Produits autres que d'intérêts	78	68	238	220
Total du résultat d'exploitation	279	270	855	719
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)	(10)	(22)	(29)	(22)
Résultat d'exploitation net	269	248	826	697
Total des charges d'exploitation	(171)	(165)	(519)	(489)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	98	83	307	208

Aperçu

Nous avons enregistré un résultat d'exploitation record² pour la période de neuf mois. Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 9 M\$, ou 3,3 %, pour le trimestre, et de 136 M\$, ou 19 %, pour la période de neuf mois. Cette hausse a découlé de l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice, de la progression de la moyenne des soldes des dépôts et de l'augmentation des produits tirés des activités de courtage en ligne, facteurs qui ont été neutralisés en partie par les variations de la composition des dépôts et le recul des produits associés à la gestion de la trésorerie.

Nous avons enregistré un bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat record² pour la période de neuf mois, en raison du résultat d'exploitation record² susmentionné. De fait, il s'est accru de 15 M\$, ou 18 %, pour le trimestre, ce qui est attribuable à l'amélioration du résultat d'exploitation et à la diminution de la charge au titre des pertes de crédit attendues, facteurs partiellement contrebalancés par une hausse des charges d'exploitation. La hausse de 99 M\$, ou 48 %, pour la période de neuf mois est essentiellement imputable à l'amélioration du résultat d'exploitation, facteur neutralisé en partie par la hausse des charges d'exploitation et les pertes de crédit attendues plus élevées.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont légèrement diminué de 1 M\$, ou 0,5 %, pour le trimestre, car le recul des produits associés à la gestion de la trésorerie et les variations de la composition des dépôts ont été compensés par l'amélioration des marges par suite des majorations de taux pratiquées par la banque centrale et de la hausse de la moyenne des soldes des dépôts. L'augmentation de 118 M\$, ou 24 %, pour la période de neuf mois s'explique principalement par l'amélioration des marges, mentionnée précédemment, et la hausse de la moyenne des soldes des dépôts, facteurs en partie contrebalancés par les variations de la composition des dépôts et le recul des produits associés à la gestion de la trésorerie.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 10 M\$, ou 15 %, pour le trimestre, et de 18 M\$, ou 8,2 %, pour la période de neuf mois, du fait de la hausse des produits tirés des activités des clients du courtage en ligne et de l'accroissement des produits associés à la gestion de la trésorerie, ce qui a été atténué en partie par la baisse de la moyenne des fonds d'investissement sous gestion.

La **variation des pertes de crédit attendues** s'est traduite par une charge de 10 M\$ pour le trimestre et de 29 M\$ pour la période de neuf mois, en raison de l'incidence de la montée des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires au cours de l'exercice à l'étude. En 2022, la charge découlait de la variation défavorable des variables macroéconomiques prospectives à ce moment, compensée en partie par des reprises liées aux prêts productifs enregistrées au premier trimestre de 2022 au titre des corrections de valeur attribuables à la COVID-19.

Le **total des charges d'exploitation** a augmenté de 6 M\$, ou 3,6 %, pour le trimestre, et de 30 M\$, ou 6,1 %, pour la période de neuf mois, principalement en raison de la hausse des coûts liés au personnel.

- ¹ Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire
- ² Record pour la période de neuf mois depuis la formation de GPSBP (antérieurement Services bancaires de détail et gestion de patrimoine « SBDGP ») en tant que secteur d'activité distinct en 2011.

Services bancaires internationaux

Le secteur Services bancaires internationaux (« SBI ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Nos spécialistes des produits proposent un éventail complet de services dans les domaines des transactions bancaires, du financement, des services-conseils, des marchés des capitaux et de la gestion des risques. Combinés à nos vastes connaissances de nombreux secteurs, nos produits nous permettent d'aider nos clients à concrétiser leurs visées en matière de développement durable.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	35	45	112	99
Produits autres que d'intérêts	14	13	46	45
Total du résultat d'exploitation	49	58	158	144
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	3	(6)	9	(9)
Résultat d'exploitation net	52	52	167	135
Total des charges d'exploitation	(20)	(20)	(60)	(65)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	32	32	107	70

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a diminué de 9 M\$, ou 16 %, pour le trimestre, surtout en raison de la hausse du coût du passif découlant de l'augmentation des taux d'intérêt et de la variation de la composition des dépôts, ce qui a fait diminuer les produits d'intérêts nets. Le total du résultat d'exploitation s'est accru de 14 M\$, ou 9,7 %, pour la période de neuf mois. Les résultats provenant des activités au chapitre des transactions bancaires sont demeurés solides, ce qui s'explique principalement par la hausse des écarts. Les produits de négociation ont également augmenté, par rapport à l'exercice précédent où il y a eu l'incidence d'une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts. Ces hausses ont été neutralisées partiellement par la baisse des produits générés par les marchés des capitaux, ce qui reflète en partie le ralentissement des activités des clients et les conditions de marché difficiles.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat est demeuré inchangé pour le trimestre. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a bondi de 37 M\$, ou 53 %, pour la période de neuf mois, ce qui est attribuable à l'augmentation du résultat d'exploitation et à une variation favorable au titre des pertes de crédit attendues.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont diminué de 10 M\$, ou 22 %, pour le trimestre, en raison de la hausse du coût du passif découlant de l'augmentation des taux d'intérêt et de la variation de la composition des dépôts. Les produits d'intérêts nets se sont accrus de 13 M\$, ou 13 %, pour la période de neuf mois, principalement en raison des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Les **produits autres que d'intérêts** se sont accrus de 1 M\$, ou 7,7 %, pour le trimestre, et de 1 M\$, ou 2,2 %, pour la période de neuf mois. Cet accroissement découle principalement de l'augmentation des produits sur les activités de négociation qui s'explique en partie par l'incidence d'une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts au cours de l'exercice précédent. Ce facteur a été atténué en partie par le recul des commissions tirées des facilités de crédit en raison de la diminution des octrois de prêts et la baisse des commissions de prise ferme qui découle en grande partie des conditions de marché difficiles.

La **variation des pertes de crédit attendues** s'est traduite par une variation favorable de 9 M\$ pour le trimestre et de 18 M\$ pour la période de neuf mois, en raison d'une reprise au cours du trimestre à l'étude. Pour la période de neuf mois, ce facteur s'est ajouté à une reprise au titre d'un prêt de stade 3 au cours du premier trimestre de 2023 et à de légères améliorations dans notre portefeuille de prêts productifs.

Le **total des charges d'exploitation** est demeuré inchangé pour le trimestre et a diminué de 5 M\$, ou 7,7 %, pour la période de neuf mois, en raison d'une gestion prudente des coûts.

¹ Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire

Marchés et Services liés aux valeurs mobilières

Le secteur Marchés et Services liés aux valeurs mobilières (« MSVM ») offre des produits et services financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde. Notre savoir-faire et notre connaissance des marchés locaux et internationaux ainsi que notre portée internationale nous permettent d'offrir un ensemble complet de services personnalisés pour diverses catégories d'actifs, services qui peuvent être regroupés et adaptés en fonction des objectifs spécifiques de notre clientèle.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	12	12	43	31
Produits autres que d'intérêts	12	14	23	52
Total du résultat d'exploitation	24	26	66	83
Total des charges d'exploitation	(11)	(13)	(36)	(39)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	13	13	30	44

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a reculé de 2 M\$, ou 7,7 %, pour le trimestre, et de 17 M\$, ou 20 %, pour la période de neuf mois. Le recul au cours des deux périodes s'explique surtout par les produits de négociation fixes, facteur neutralisé en partie par la hausse des produits d'intérêts nets attribuable aux majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat est demeuré inchangé pour le trimestre et a fléchi de 14 M\$, ou 32 %, pour la période de neuf mois, à cause principalement de la diminution du résultat d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** sont demeurés inchangés pour le trimestre et se sont accrus de 12 M\$, ou 39 %, pour la période de neuf mois, principalement en raison des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours du dernier exercice.

Les **produits autres que d'intérêts** ont diminué de 2 M\$, ou 14 %, pour le trimestre, et de 29 M\$, ou 56 %, pour la période de neuf mois, principalement en raison des produits de négociation fixes.

Le **total des charges d'exploitation** pour le trimestre et la période de neuf mois a diminué de 2 M\$, ou 15 %, et de 3 M\$, ou 7,7 %, respectivement, en raison d'une gestion prudente des coûts.

¹ Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité.

Survol de la performance financière^{1,2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	(3)	3	(6)	4
Produits autres que d'intérêts	7	—	20	3
Résultat d'exploitation net	4	3	14	7
Total des charges d'exploitation	(50)	(28)	(152)	(69)
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(46)	(25)	(138)	(62)

Aperçu

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a diminué de 21 M\$ pour le trimestre et de 76 M\$ pour la période de neuf mois. Cette baisse est principalement imputable à l'augmentation des coûts liés à l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada, qui tient compte de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation.³ Ce facteur a été partiellement atténué par la baisse des dépenses d'investissement en 2023 et la hausse des produits autres que d'intérêts.

¹ Comparaison du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2023 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

² Le centre général n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

³ Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2023				2022			
	30 sept. M\$	30 juin M\$	31 mars M\$	31 déc. M\$	30 sept. M\$	30 juin M\$	31 mars M\$	31 déc. M\$
Produits d'intérêts nets	428	442	452	479	449	369	337	323
Produits de commissions nets	187	194	189	192	194	196	197	205
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	37	40	27	33	15	24	27	28
Autres éléments de produits	8	5	9	10	7	10	9	23
Total du résultat d'exploitation	660	681	677	714	665	599	570	579
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	(26)	(13)	(2)	(28)	(42)	(82)	42	(8)
Résultat d'exploitation net	634	668	675	686	623	517	612	571
Total des charges d'exploitation	(352)	(366)	(366)	(394)	(325)	(319)	(320)	(344)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	282	302	309	292	298	198	292	227
Charge d'impôt sur le résultat	(79)	(84)	(86)	(78)	(79)	(53)	(78)	(40)
Bénéfice de la période	203	218	223	214	219	145	214	187
Bénéfice attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	184	198	205	199	206	133	203	176
- au détenteur d'actions privilégiées	19	20	18	15	13	12	11	11
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,33	0,37	0,37	0,36	0,38	0,24	0,37	0,32

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

En 2022, les hausses trimestrielles des produits d'intérêts nets s'expliquaient principalement par l'accroissement de la marge d'intérêts nette découlant de l'amélioration des écarts par suite de la réduction des volumes des passifs portant intérêt et de l'essor des prêts. Le bilan ayant poursuivi sa forte croissance, les hausses trimestrielles en 2022 ont également tiré profit des majorations de taux pratiquées par la banque centrale au cours de l'exercice. Les baisses trimestrielles en 2023 s'expliquent principalement par la hausse du coût du passif découlant de l'augmentation des taux d'intérêt et de la variation de la composition des dépôts, facteur compensé en partie par la hausse des rendements des actifs.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources, qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Les produits de commissions nets ont atteint un record¹ historique au cours du quatrième trimestre de 2021. À partir du quatrième trimestre de 2021, on note une tendance sous-jacente d'augmentation des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion, des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires et des cartes de crédit. Cependant, ce facteur a été partiellement contrebalancé par les conditions de marché incertaines et le moment auquel les transactions ont lieu, facteur ayant une incidence sur les activités modulées en fonction des événements, ce qui a entraîné une légère diminution sous-jacente des commissions de prise ferme et des commissions générées par les services-conseils. Comme les conditions de marché se sont détériorées en 2022, les fonds d'investissement sous gestion ont diminué au cours de 2022. Cette tendance à la baisse sous-jacente des commissions tirées des fonds d'investissement sous gestion s'est poursuivie

en 2023. Au cours du deuxième trimestre de 2023, il y a eu une légère hausse des produits de commissions nets liés aux cartes.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. La diminution enregistrée au deuxième trimestre de 2022 a découlé d'une variation défavorable de la valeur d'une facilité de syndication de prêts. La baisse au troisième trimestre de 2022 s'explique principalement par une variation défavorable de l'inefficacité des couvertures, tandis que la baisse au cours du premier trimestre de 2023 s'explique principalement par la volatilité des marchés. Au cours du deuxième trimestre de 2023, il y a eu une augmentation de ces produits en raison d'une variation favorable de l'inefficacité des couvertures attribuable aux instruments de couverture des flux de trésorerie, alors qu'ils sont demeurés relativement inchangés au troisième trimestre.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes.

Les pertes de crédit attendues ont consisté en une charge pour le deuxième trimestre et le troisième trimestre de 2023, qui découle des nouvelles charges sur les prêts non productifs et de l'incidence de la montée des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires, neutralisée en partie par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives. Pour la période allant du troisième trimestre de 2022 au premier trimestre de 2023, les pertes de crédit attendues se sont traduites par une charge découlant principalement des variations défavorables continues des variables macroéconomiques prospectives liées aux prêts productifs. La charge au deuxième trimestre de 2022 s'explique essentiellement par une charge importante au titre d'un prêt de stade 3 qui a été sorti du bilan. La reprise constatée au premier trimestre de 2022 a résulté essentiellement d'une reprise au titre

des corrections de valeur attribuables à la COVID-19 liée aux prêts productifs, puisque les variables macroéconomiques de quatre des scénarios ayant servi à estimer les pertes de crédit attendues se sont légèrement améliorées. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence d'une charge reflétant une légère dégradation attribuable au nouveau scénario tenant compte des répercussions prévues de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et des pressions inflationnistes sur les perspectives économiques. La charge constatée au quatrième trimestre de 2021 avait découlé d'une perte de valeur liée à un prêt productif, ce qui avait été atténué en partie par des reprises liées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie.

Nous avons de nouveau géré nos coûts avec prudence vu le contexte économique en vigueur. La hausse des coûts au cours du quatrième trimestre de 2021 tenait principalement à l'instauration d'un mode de travail hybride. L'augmentation des charges d'exploitation au cours du quatrième trimestre de 2022 découle essentiellement de la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et de leur dépréciation², à la suite de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est amélioré à partir du premier trimestre de 2022, sauf au deuxième trimestre de 2022 où nous avons constaté une charge importante au titre des pertes de crédit attendues. Au cours du premier trimestre de 2023, nous avons enregistré le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat le plus élevé à ce jour. La diminution pour le troisième trimestre de 2023 s'explique par la baisse du résultat d'exploitation et une hausse de la charge au titre des pertes de crédit attendues.

1 Produits de commissions nets records pour un trimestre depuis 2012 où les produits de commissions nets ont commencé à être présentés de manière distincte.

2 Pour plus de précisions sur la nouvelle évaluation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et leur dépréciation, se reporter à la note 18 de notre Rapport et états financiers annuels 2022.

Survol et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

Ralentissement de la croissance économique

L'économie canadienne a subi l'incidence d'un certain nombre de facteurs au cours des derniers mois, notamment une saison des feux de forêt sans précédent, une grève des travailleurs des ports de la côte ouest et une grève du plus important syndicat de la fonction publique. Bien que ces obstacles ne soient que temporaires, il y a de plus en plus de signes indiquant que l'économie, de façon plus générale, est entrée dans une période de croissance plus modérée. Ce ralentissement reflète l'incidence des hausses des taux d'intérêt de la Banque du Canada de 475 points de base depuis mars 2022 et l'incidence du ralentissement de la demande mondiale, plusieurs banques centrales ayant réagi aux pressions inflationnistes élevées et au resserrement du marché de l'emploi en augmentant les taux d'intérêt de façon marquée.

Dans de nombreux pays, il y a des indices qui laissent croire que les cycles de resserrement pourraient arriver à leur fin. Au Canada, dans le contexte des signes de ralentissement de la croissance économique et de l'atténuation du resserrement du marché de l'emploi, il est possible que le cycle de hausse des taux de la Banque du Canada soit terminé.

Dans l'ensemble, nous nous attendons à une hausse du produit intérieur brut (PIB) de 1,1 % en 2023, une baisse par rapport à 3,4 % en 2022. Nous prévoyons que la croissance économique ralentira de nouveau pour se chiffrer à 0,6 % en 2024.

La résilience du début de 2023 s'est estompée

Après avoir atteint 2,6 % en rythme annualisé au premier trimestre sous l'effet de la vitalité des dépenses de consommation, particulièrement dans les services, la croissance économique s'est contractée de façon inattendue au deuxième trimestre, les consommateurs faisant preuve d'une prudence accrue.

Cette situation pourrait refléter l'atténuation de la relance de la demande refoulée à la suite de la pandémie. En particulier, la demande dans les secteurs de services les plus touchés par les restrictions relatives à la COVID-19, par exemple, le voyage, la restauration, le transport et le divertissement, a soutenu la croissance du PIB au cours des deux dernières années. Cependant, la croissance dans ces secteurs a diminué de façon marquée, comme les dépenses pour les autres services, indiquant une baisse plus générale de la demande intérieure.

Entre-temps, l'activité liée à la production de biens dans l'économie est demeurée essentiellement inchangée depuis la fin de 2022. Par exemple, même si la grève des travailleurs des ports de la côte Ouest explique en partie la diminution des activités de fabrication de 1,5 % d'un mois à l'autre en juillet, les activités du secteur de la fabrication sont demeurées inchangées au cours du dernier exercice. Il ne s'agit pas d'un phénomène qui change la donne en un mois.

Le rapport sur le PIB de juillet a appuyé notre point de vue selon lequel la croissance économique a ralenti. Au cours du mois, le PIB est demeuré inchangé et Statistique Canada a publié une estimation anticipée signalant que le PIB avait crû de 0,1 % d'un mois à l'autre en août. D'après cette information, la croissance du PIB devrait ralentir pour se chiffrer à moins de 1,0 % d'un exercice à l'autre en août, poursuivant une décélération générale qui a débuté en avril 2022.

Ajustement du marché de l'emploi en cours

Dans l'intervalle, il existe de plus en plus de signes annonçant un desserrement du marché de l'emploi. Le signe le plus évident est la hausse du taux de chômage qui s'est élevé à 5,5 % en septembre, par rapport à 5,0 % à la fin de 2022. En réalité, le taux de chômage n'a pas commencé à augmenter avant mai.

Cependant, la hausse du taux de chômage reflète l'augmentation continue de la population active en raison du niveau élevé de l'immigration, étant donné que le nombre d'emplois a augmenté de 139 900 depuis mai, alors que la population active a augmenté de 270 800. L'augmentation du taux de chômage indique que cette main-d'œuvre potentielle n'est plus entièrement absorbée par le marché, un signe que la demande de main-d'œuvre a diminué.

Le nombre de postes vacants a également diminué de 30 % par rapport au sommet atteint au milieu de 2022. Le nombre de postes vacants combiné au nombre d'employés salariés constitue une mesure de la demande de main-d'œuvre totale. Depuis le milieu de 2021, le taux de croissance du total de la demande de main-d'œuvre a surpassé de loin la croissance du PIB. Il s'agit d'un facteur clé qui explique le resserrement marqué du marché de l'emploi et la pression à la hausse sur les salaires. Toutefois, la demande de main-d'œuvre totale a depuis ralenti pour atteindre un rythme qui correspond davantage au rythme plus lent de la croissance économique.

Entre-temps, un sondage de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante mené auprès des petites entreprises a révélé qu'un nombre moins élevé d'entreprises sont affectées par des pénuries de main-d'œuvre qualifiée.

Une baisse du nombre de postes vacants et une réduction des pénuries de main-d'œuvre qualifiée sont depuis longtemps considérées comme des indicateurs clés du desserrement du marché de l'emploi. Ces faits récents ont lieu sans qu'il y ait un nombre significatif de pertes d'emplois. Ces derniers, jumelés à la décélération ordonnée de la croissance économique, indiquent qu'un atterrissage en douceur de l'économie pourrait avoir lieu.

Tandis que la croissance économique ralentit, nous nous attendons à ce qu'il y ait des pertes d'emplois au cours des trimestres à venir et que le taux de chômage continue d'augmenter, pour atteindre un sommet à 6,7 % en avril 2024.

L'inflation a diminué, mais d'autres progrès sont nécessaires

Le taux d'inflation annuel a diminué pour se chiffrer à 2,8 % en juin 2023, par rapport à son sommet de 8,1 % atteint au milieu de 2022, avant d'augmenter au cours du troisième trimestre. Selon les plus récentes données sur l'inflation, le taux d'inflation s'est établi à 3,8 % d'un exercice à l'autre pour septembre.

Le récent sursaut du taux d'inflation reflète la persistance des pressions sous-jacentes sur les prix, l'atténuation de l'incidence des baisses importantes de certains prix à la consommation au cours de l'exercice précédent et la récente pression à la hausse sur les prix de l'essence.

En réalité, même si le taux d'inflation a diminué du milieu de 2022 jusqu'au milieu de 2023, il y a eu des signes qui laissent penser que la dernière ligne droite de la réduction de l'inflation, de 3 %, environ, à 2 %, pourrait être difficile. Ceci s'explique par le fait que l'élan à court terme de l'inflation de base est demeuré persistant, l'inflation se chiffrant entre 3,5 % et 4 % sur une base annualisée depuis le milieu de 2022.

Il existe également des indications qui montrent la persistance des pressions sur les coûts, ce qui ajoute à la difficulté éventuelle de diminuer l'inflation. Par exemple, les sondages menés auprès des entreprises soulignent les difficultés continues liées au coût des intrants en raison des récentes pressions à la hausse sur les coûts du carburant et de l'énergie, alors que les entreprises rapportent également des difficultés accrues découlant de la hausse des coûts d'emprunt. Ces facteurs qui influent sur l'offre laissent croire que les entreprises continuent de subir certaines pressions pour transférer la hausse des coûts des intrants aux consommateurs.

Ainsi, il est loin d'être évident que la conjoncture économique qui permet une baisse de l'inflation à 2 % se concrétise. Par conséquent, la Banque du Canada restera prête à augmenter de nouveau le taux directeur, afin d'assurer que la politique

monétaire est suffisamment restrictive pour atteindre son objectif en matière d'inflation.

Cela dit, étant donné le ralentissement de la croissance économique et le desserrement graduel du marché de l'emploi, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur à 5,0 % comme il était prévu.

Risque de pertes d'emplois

Bien que nous considérions l'atterrissage en douceur comme étant la situation la plus probable au cours des deux prochaines années, il existe le risque d'un atterrissage plus difficile accompagné d'un nombre plus élevé de pertes d'emplois. La réaction des entreprises à la diminution des bénéfices des entreprises est un facteur que nous surveillerons de près. Le ratio des bénéfices des entreprises autres que des entreprises financières a diminué, passant d'un sommet de 14,9 % atteint au deuxième trimestre de 2022 à 10,8 %, son point le plus bas en trois ans.

La diminution des bénéfices des entreprises a suivi la diminution de l'indice des prix des marchandises de la Banque du Canada, qui a diminué de près de 28 % par rapport à son sommet, ce qui nuit énormément aux revenus des entreprises. Entre-temps, les coûts unitaires de la main-d'œuvre des entreprises continuent d'augmenter à un taux élevé de plus de 5 % d'un exercice à l'autre. Ainsi, la croissance des revenus ne surpasse plus les pressions sur le coût de la main-d'œuvre. Selon nous, cela laisse supposer que les entreprises pourraient commencer à contrôler les coûts en réduisant leurs effectifs.

La diminution des bénéfices des entreprises et l'augmentation des coûts d'emprunt sont également les raisons clés expliquant notre perspective plus modérée en ce qui concerne les investissements des entreprises. Après la croissance de 6,6 % en 2022, nous prévoyons que les investissements fixes non résidentiels des entreprises diminueront à 3,2 % en 2023 et qu'ils diminueront davantage pour se chiffrer à 2,3 % en 2024.

De plus, nous observons certains déséquilibres économiques précis préoccupants. Par exemple, l'activité dans le secteur de la construction résidentielle a atteint un sommet en mars 2022 et a diminué de 21 % depuis. Au cours de la même période, le nombre d'emplois salariés dans ce secteur a augmenté de 3,4 %. Par conséquent, la production par travailleur a diminué considérablement. La possibilité que les taux d'intérêt demeurent élevés pour une certaine période représente un obstacle durable dans le secteur de l'habitation, ce qui présente un risque de détérioration en ce qui a trait aux perspectives en matière d'emploi dans ce secteur.

Bien qu'elle ne soit pas aussi extrême, une situation similaire est évidente, le nombre d'emplois qui produisent des biens a continué d'augmenter alors que la croissance de la production a ralenti. Ce fait justifie des perspectives prudentes quant à l'emploi.

Cela dit, les entreprises pourraient être réticentes à réduire leurs effectifs surtout en raison des difficultés liées à la main-d'œuvre qualifiée auxquelles elles ont fait face au cours de la reprise à la suite de la pandémie. Par conséquent, nous prévoyons seulement un nombre modéré de pertes d'emplois. De plus, en ce qui concerne la construction résidentielle précisément, les pertes d'emplois pourraient être contenues, car les gouvernements fédéral et provincial ont mis en place des mesures pour soutenir la construction d'unités locatives afin de pallier les difficultés liées au niveau élevé de l'immigration à un moment où l'offre de logements est déjà faible.

L'ajustement des ménages aux taux élevés sous surveillance

Le risque de pertes d'emplois, même s'il est modéré, met en lumière des difficultés financières plus importantes dans le secteur des ménages. Déjà, malgré le resserrement du marché de l'emploi, le nombre de consommateurs qui demandent de l'aide pour gérer leurs obligations financières a atteint un sommet inégalé. Au fur et à mesure que le marché de l'emploi se desserrera, nous prévoyons que davantage de consommateurs demanderont de l'aide.

De plus, à notre avis, les emprunteurs hypothécaires n'ont pas encore ressenti toute l'incidence des dernières hausses des taux. Au cours de l'année précédente et au début de cette année, les entreprises financières faisaient preuve de souplesse envers les emprunteurs hypothécaires qui faisaient face à la hausse élevée des taux d'intérêt. Toutefois, en raison du ralentissement de la croissance économique, des perspectives plus difficiles quant au marché de l'emploi et de l'augmentation du nombre d'hypothèques qui seront renouvelées dans un contexte de hausse des taux d'intérêt, les paiements d'intérêts augmentent.

Les obstacles financiers auxquels fait face le secteur des ménages deviennent plus importants et, selon nous, ces derniers nuiront aux dépenses de consommation. Ainsi, après avoir augmenté de 4,8 % en 2022, nous nous attendons à ce que les dépenses de consommation diminuent pour se chiffrer à 2,0 % en 2023 et à 0,3 % en 2024. Si le ralentissement économique est plus sévère que l'atterrissage en douceur que nous prévoyions, la pression sur le secteur des ménages pourrait augmenter considérablement.

Les ménages dont le revenu est dans les quintiles de revenus inférieurs ont porté le poids de l'incidence de la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt. Comme le marché de l'emploi s'affaiblit, nous prévoyons que les difficultés gagneront les quintiles de revenus supérieurs, bien que l'incidence défavorable de la baisse du revenu d'emploi puisse être en partie compensée par l'épargne élevée.

Nous ne nous attendons pas à ce que la Banque du Canada commence à diminuer le taux directeur avant le troisième trimestre de 2024. Le début anticipé d'un cycle d'assouplissement dépendra de l'avis des représentants de la Banque du Canada à l'égard de la rapidité avec laquelle l'inflation revient sur la trajectoire pour atteindre 2 %, et de la vitesse à laquelle le marché de l'emploi se détériore.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2022* ainsi que dans les mises à jour figurant dans nos *Rapports intermédiaires du premier trimestre et du deuxième trimestre de 2023*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au troisième trimestre de 2023 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

En septembre 2023, le BSIF a publié une mise à jour en ce qui concerne son mandat élargi. Pour les prochaines étapes, le BSIF tiendra des premières discussions avec les parties intéressées. Ainsi, en octobre 2023, le BSIF a soumis à la consultation une version à l'étude de la Ligne directrice sur l'intégrité et la sécurité, qui apporte des clarifications pour les institutions financières. Le BSIF a également publié une version à l'étude révisée de la Ligne directrice E-21, Résilience opérationnelle et gestion du risque opérationnel, qui énonce les attentes en vue de renforcer la capacité des institutions financières fédérales (IFF) à se préparer aux risques opérationnels et aux incidents liés à l'intégrité et à la sécurité, et à s'en remettre. En outre, le BSIF a publié une version à l'étude de son exercice normalisé d'analyse de scénarios climatiques, qui vise à améliorer la compréhension qu'ont les IFF au sujet des risques climatiques auxquels elles pourraient être exposées afin de renforcer leur capacité à mener des analyses de scénarios et des évaluations du risque climatique.

En outre, en septembre 2023, le BSIF a publié un avis relatif à la réglementation sur le risque lié à l'immobilier commercial. Il élève les attentes à l'égard des institutions financières fédérales afin qu'elles maintiennent de saines pratiques de gestion du risque lié aux prêts immobiliers commerciaux dans un contexte de vulnérabilité. Les consignes provisoires sur le plan de la réglementation permettent de faire face à l'environnement de risque accru en renforçant et en précisant les attentes à l'égard des saines pratiques de gestion du risque lié aux prêts immobiliers commerciaux, notamment au chapitre de la gouvernance, de la souscription et de la gestion des comptes et des portefeuilles.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2022* présente un résumé des informations significatives sur nos méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat, aux actifs d'impôt différé, aux obligations au titre des prestations définies, aux immobilisations incorporelles et aux provisions. Au cours de la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2022, lesquels sont décrits aux pages 24, 25, 38 et 79 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit

et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances intérimaire de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre clos le 30 septembre 2023 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2023, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 28 du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir des détails à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires et privilégiées sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Le 18 septembre 2023, HSBC Global Services (Canada) Limited (« ServCo »), une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings, a transféré certains services partagés à la banque. Le transfert n'avait pas pour but de bénéficier d'avantages économiques résultant des modifications apportées aux activités, mais correspond plutôt à un réarrangement de l'organisation des activités au sein des entités juridiques qui sont soumises au contrôle commun de HSBC Holdings plc, qui agit en sa qualité d'actionnaire ultime. Le transfert de personnel et d'autres actifs connexes n'a pas d'incidence importante sur l'ensemble des résultats financiers, la situation financière, ni les activités de la banque.

La contrepartie payée à ServCo dans le cadre de la transaction s'élève à 2 M\$. La combinaison des passifs nets repris et de la contrepartie payée est comptabilisée en capitaux propres en tant que dividende réputé de 4 M\$ versé à l'actionnaire ultime.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » à la page 44 comprend un résumé de l'entente visant la vente de la Banque HSBC Canada.

Risque de crédit

	Page
Gestion du risque de crédit	22
Sommaire du risque de crédit	22
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	24
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	28
Qualité de crédit des instruments financiers	29
Prêts de gros	32
Prêts personnels	34
Prêts douteux	37

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations de paiement contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Gestion du risque de crédit

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit au cours de l'exercice.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 33 du *Rapport et états financiers annuels 2022* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute et la valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit (PCA) connexes.

Au 30 septembre 2023, la correction de valeur pour PCA comprenait une somme de 354 M\$ relative aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 27 M\$ en lien avec les engagements de prêts et les garanties financières et un autre montant de 1 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

	Notes	Au			
		30 sept. 2023		31 déc. 2022	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		74 051	(330)	75 180	(318)
– particuliers		35 546	(122)	36 127	(102)
– grandes sociétés et entreprises		38 505	(208)	39 053	(216)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		331	–	344	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		23 898	(24)	26 783	(26)
– trésorerie et soldes détenus dans la banque centrale		4 828	–	6 326	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		26	–	9	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		3 437	–	6 003	–
– placements financiers		9 407	–	8 361	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		2 919	(3)	3 155	(8)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	3 281	(21)	2 929	(18)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		98 280	(354)	102 307	(344)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		47 507	(25)	46 978	(30)
– particuliers		8 876	(1)	8 797	(1)
– grandes sociétés et entreprises		38 631	(24)	38 181	(29)
Garanties financières	2	1 763	(2)	1 725	(2)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 756	(2)	1 718	(2)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	49 270	(27)	48 703	(32)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	13 485	–	15 024	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	62 783	10 854	414	74 051	(56)	(142)	(132)	(330)	0,1	1,3	31,9	0,4
– particuliers	30 378	4 994	174	35 546	(9)	(91)	(22)	(122)	–	1,8	12,6	0,3
– grandes sociétés et entreprises	32 405	5 860	240	38 505	(47)	(51)	(110)	(208)	0,1	0,9	45,8	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	331	–	–	331	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	23 726	151	21	23 898	(2)	(1)	(21)	(24)	–	0,7	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	43 463	3 886	158	47 507	(12)	(12)	(1)	(25)	–	0,3	0,6	0,1
– particuliers	8 683	150	43	8 876	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	34 780	3 736	115	38 631	(11)	(12)	(1)	(24)	–	0,3	0,9	0,1
Garanties financières ²	1 660	79	24	1 763	(1)	(1)	–	(2)	0,1	1,3	–	0,1
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 653	79	24	1 756	(1)	(1)	–	(2)	0,1	1,3	–	0,1
Au 30 sept. 2023	131 963	14 970	617	147 550	(71)	(156)	(154)	(381)	0,1	1,0	25,0	0,3

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	60 549	14 254	377	75 180	(48)	(169)	(101)	(318)	0,1	1,2	26,8	0,4
– particuliers	33 367	2 628	132	36 127	(12)	(71)	(19)	(102)	–	2,7	14,4	0,3
– grandes sociétés et entreprises	27 182	11 626	245	39 053	(36)	(98)	(82)	(216)	0,1	0,8	33,5	0,6
Prêts et avances à des banques au coût amorti	344	–	–	344	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	26 205	561	17	26 783	(3)	(6)	(17)	(26)	–	1,1	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	40 482	6 374	122	46 978	(10)	(20)	–	(30)	–	0,3	–	0,1
– particuliers	8 600	156	41	8 797	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 882	6 218	81	38 181	(9)	(20)	–	(29)	–	0,3	–	0,1
Garanties financières ²	1 576	117	32	1 725	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,9	–	0,1
– particuliers	7	–	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 569	117	32	1 718	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,9	–	0,1
Au 31 déc. 2022	129 156	21 306	548	151 010	(62)	(196)	(118)	(376)	–	0,9	21,5	0,2

¹ Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA*

Au troisième trimestre de 2023, les corrections de valeur pour PCA demeurent soumises à la grande incertitude relative aux prévisions des scénarios économiques.

En raison de ces incertitudes, les jugements et estimations de la direction demeurent axés sur la prudence, et ce, tant en ce qui concerne la sélection et la pondération des scénarios économiques que le recours à des ajustements subjectifs de la direction, lesquels reflètent la façon dont les conditions économiques interagissent avec les résultats modélisés et sont décrits plus en détail ci-dessous.

La constatation et l'évaluation des PCA exigent de poser des jugements importants et d'effectuer de nombreuses estimations. Nous élaborons divers scénarios économiques en nous appuyant sur des prévisions économiques, nous appliquons les

hypothèses ainsi formulées aux modèles portant sur le risque de crédit afin d'estimer les pertes de crédit futures et nous en pondérons les résultats sur une base probabiliste afin d'en arriver à une estimation objective des PCA.

Méthodologie

Au cours du troisième trimestre, quatre scénarios portant sur l'économie ont été utilisés pour rendre le contexte économique actuel et pour exprimer la vision de la direction quant à l'éventail des résultats possibles.

Trois des quatre scénarios standards ont été élaborés en fonction de prévisions consensuelles : un scénario central qui représente des prévisions de base; et deux scénarios périphériques qui reflètent les écarts à tendance optimiste et les écarts à tendance pessimiste par rapport au scénario central. Le quatrième scénario, soit le deuxième scénario pessimiste, illustre l'opinion de la direction quant aux risques les plus importants.

Description des scénarios économiques

Les hypothèses économiques décrites dans la présente section ont été formulées par la banque en fonction de prévisions externes établies expressément aux fins du calcul des PCA.

En raison d'une meilleure croissance que prévu au premier semestre de 2023, la prévision de croissance du PIB pour le reste de 2023 a été révisée à la hausse quoique les perspectives demeurent faibles et les prévisions continuent d'annoncer une période prolongée de croissance moindre au cours du reste du 2023 et au début de 2024. L'inflation se montre persistante. Le ralentissement de l'inflation depuis le sommet atteint au milieu de 2022 s'explique principalement par la diminution des prix de l'énergie alors que l'inflation de base est particulièrement persistante. Le marché de l'emploi montre des signes d'essoufflement et le taux de chômage devrait augmenter au cours des trimestres à venir en raison du déclin de la croissance économique. Le taux directeur de la banque centrale devrait se rapprocher de son sommet et demeurer près de ce niveau pour un an. La politique monétaire demeurera probablement restrictive, compte tenu de l'inflation élevée. La contraction des prix des logements au deuxième trimestre de 2023 a été moins forte que prévu et son rythme attendu a été révisé et devrait se situer dans une fourchette plus étroite pour le reste de l'exercice. La pénurie de logements chronique et les taux d'intérêt demeurent les enjeux clés en ce qui concerne les prix des logements.

Les risques liés au scénario central sont pris en compte dans les scénarios périphériques. Les scénarios optimiste et pessimiste sont établis de manière à refléter les répercussions économiques découlant de la cristallisation d'un certain nombre de risques macroéconomiques et financiers. Les principales sources d'incertitude liées aux prévisions comprennent l'inflation, les prix de l'énergie et les perspectives quant à la politique monétaire. Les risques géopolitiques se font également menaçants. Ces risques comprennent le risque d'une intensification de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et du non-règlement des différends entre les États-Unis et la Chine au sujet de nombreux enjeux stratégiques.

Les quatre scénarios qui ont servi à calculer les PCA au 30 septembre 2023 sont les suivants :

- Le scénario central consensuel : Selon ce scénario, il y a un ralentissement de la croissance pour le reste de 2023 et le début de 2024. Le taux de chômage devrait augmenter graduellement, dans le contexte de l'affaiblissement de l'activité économique. L'inflation devrait revenir lentement vers les cibles de la banque centrale d'ici le début de 2025 et les taux d'intérêt devraient demeurer supérieurs aux niveaux prépandémiques pour l'horizon couvert par les prévisions.

- Le scénario optimiste consensuel : Ce scénario tient compte de la diminution des tensions géopolitiques et d'un assouplissement des conditions financières. Ainsi, la croissance s'accélère, l'inflation chute à un rythme plus rapide que dans le scénario central et le taux de chômage fléchit. Les prix des actifs, y compris les logements, augmentent plus rapidement que dans le scénario central.
- Le scénario pessimiste consensuel : Dans ce scénario, l'activité économique est plus faible que dans le scénario central, en raison d'un choc du côté de l'offre provoquant une hausse de l'inflation et des taux d'intérêt supérieure à celle du scénario central. Selon ce scénario, le PIB se contracte, le chômage est en hausse, les conditions financières se resserrent et les marchés des capitaux et les prix des logements affichent un recul. D'autres facteurs défavorables en ce qui concerne les risques comprennent une reprise plus faible que prévu dans la Chine continentale, ce qui a des répercussions défavorables sur la croissance mondiale.
- Le deuxième scénario pessimiste : Ce scénario reflète l'opinion de la direction quant à l'extrémité de la queue de la distribution économique. Il illustre la cristallisation simultanée de plusieurs risques qui entraînent une augmentation de l'inflation et des taux d'intérêt beaucoup plus importante que dans le scénario central à court terme. Ce scénario propose une escalade des risques géopolitiques et l'accentuation des ratés de la chaîne d'approvisionnement. Par conséquent, l'inflation et les taux d'intérêt devraient considérablement augmenter initialement, ce qui cause une récession mondiale profonde et d'autres perturbations dans le secteur bancaire. Le taux de chômage augmente rapidement, les prix des actifs diminuent de façon marquée et les défaillances augmentent considérablement.

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'aux scénarios supplémentaires.

Projections macroéconomiques^{1, 2}

	Scénario central		Scénario optimiste consensuel		Scénario pessimiste consensuel		Deuxième scénario pessimiste	
	Moyenne quinquennale	Moyenne quinquennale	Meilleurs résultats quinquennale	Pires résultats	Moyenne quinquennale	Pires résultats	Moyenne quinquennale	Pires résultats
30 septembre 2023								
Croissance du PIB (%)	1,8	2,8	4,1 (T3 25)	1,0 (1,9) (T3 24)	0,8	(5,2) (T3 24)		
Taux de chômage (%)	5,7	5,4	4,9 (T3 25)	6,2 7,7 (T2 24)	9,3	11,9 (T4 24)		
Indice de prix des logements (%)	1,0	2,8	8,8 (T4 24)	(1,6) (16,8) (T2 24)	(4,2)	(39,0) (T3 24)		
Prix du pétrole Brent (\$ US le baril)	77,2	70,8	78,1 (T4 23)	82,7 81,8 (T3 25)	69,8	57,6 (T4 24)		
Taux d'inflation	2,2	2,0	0,9 (T4 24)	2,2 3,5 (T2 24)	2,1	5,3 (T1 24)		
Probabilité (%)	75	10		10		5		
31 décembre 2022								
Croissance du PIB (%)	1,6	2,7	4,3 (T3 24)	0,3 (3,9) (T4 23)	(0,2)	(5,9) (T4 23)		
Taux de chômage (%)	5,9	5,7	5,2 (T3 24)	6,5 7,6 (T3 23)	9,4	11,6 (T2 24)		
Indice de prix des logements (%)	(1,1)	0,7	4,9 (T2 24)	(3,5) (23,8) (T2 23)	(6,0)	(36,3) (T4 23)		
Prix du pétrole Brent (\$ US le baril)	77,2	70,7	85,7 (T1 23)	87,6 85,1 (T4 24)	67,2	54,1 (T3 24)		
Taux d'inflation	2,4	2,2	1,0 (T1 24)	2,4 6,0 (T1 23)	2,2	6,5 (T1 23)		
Probabilité (%)	70	5		15		10		

1 Les projections macroéconomiques au 30 septembre 2023 sont fondées sur les moyennes de la période allant du T4 2023 au T3 2028 (moyennes de la période allant du T1 2023 au T4 2027 au 31 décembre 2022).

2 Les pires ou les meilleurs résultats renvoient au trimestre où le creux ou le sommet de la variable concernée est enregistré, pour les deux premières années du scénario.

Probabilités attribuées dans les scénarios

Les pondérations attribuées aux scénarios ont changé en regard de celles appliquées au 31 décembre 2022. Au 30 septembre 2023, une pondération combinée de 85 % (75 % au 31 décembre 2022) avait été attribuée aux scénarios optimiste et central consensuels et une pondération de 15 % (25 % au 31 décembre 2022) avait été attribuée aux scénarios pessimistes.

Ajustements subjectifs de la direction

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements subjectifs apportés par la direction constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte de récents événements majeurs, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit durant l'examen et la critique des modèles par la direction.

Ces ajustements comprennent l'amélioration des données d'entrée, et l'utilisation des résultats des modèles ajustés selon le jugement de la direction et d'analyses quantitatives plus détaillées afin de définir les répercussions qu'il est difficile de modéliser.

Au 30 septembre 2023, la direction avait posé des jugements subjectifs afin de refléter la dynamique du risque de crédit non prise en compte dans nos modèles. Les facteurs exigeant des ajustements subjectifs de la part de la direction continuent d'évoluer en phase avec la conjoncture économique.

Le contexte actuel de l'inflation et des taux d'intérêt augmente les difficultés inhérentes liées aux prévisions relatives aux PCA puisque les modèles ne sont pas conçus expressément pour tenir compte d'une variation soudaine et considérable des taux d'intérêt. À court terme, l'incidence est plus prononcée en ce qui concerne les prêts de détail, ce qui entraîne des ajustements qui tiennent compte de l'incidence du coût des emprunts, des variations régionales des indices des prix des logements et des risques de défaillances connexes. La banque continue de travailler en étroite collaboration avec ses clients.

Lorsqu'il est prévu que les perspectives macroéconomiques et celles concernant les risques liés aux portefeuilles s'améliorent, appuyées par de faibles taux de défaillance observés, les ajustements apportés initialement dans le but de refléter l'accroissement prévu des risques sont retranchés ou réduits.

Par contre, d'autres ajustements sont augmentés si aucune amélioration des perspectives quant aux risques des portefeuilles n'est attendue ou si les résultats modélisés se révèlent trop sensibles ou s'il appert que les risques propres à un secteur n'ont pas été adéquatement évalués.

Nous avons instauré des mesures de gouvernance interne afin de surveiller régulièrement les ajustements subjectifs de la direction et, lorsque cela est possible, de réduire le recours à ceux-ci par voie du recalibrage ou de la refonte des modèles, au fil du temps, selon ce qui convient.

Les ajustements subjectifs que la direction a apportés afin d'estimer les PCA présentées au 30 septembre 2023 sont indiqués dans le tableau suivant.

	Prêts de détail M\$	Prêts de gros M\$	Total M\$
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	38	24	62
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	41	—	41
30 septembre 2023	79	24	103
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	16	35	51
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	42	—	42
31 décembre 2022	58	35	93

1 Les ajustements subjectifs de la direction présentés dans ce tableau reflètent des hausses des PCA.

Si la direction juge qu'il se peut que des ajustements aux PCA soient nécessaires, elle les apporte selon la répartition des expositions en fonction des stades. De plus, dans la mesure où les ajustements sont motivés par des changements dans l'appréciation du risque de crédit ou y sont imputables, la direction tient compte du stade approprié que ce soit pour un prêt individuel lorsque cela est possible ou pour un ensemble de prêts dans un secteur si cela se révèle nécessaire.

Lorsque nous procédons à de tels ajustements, nous évaluons si le risque de crédit a changé fortement ou non. Advenant, que pour un compte ou un portefeuille, un changement important du risque de crédit est décelé, nous transférons les prêts concernés entre les stades 1 et 2 selon que le changement est positif ou négatif en regard du modèle. L'ajustement correspondant aux PCA est fondé sur la répartition des stades dans le portefeuille, les prêts de stade 1 étant mesurés en fonction des PCA sur 12 mois, alors que ceux de stade 2 le sont d'après les PCA sur leur durée de vie.

Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies, et il est possible que les résultats réels diffèrent considérablement des scénarios présentés dans l'analyse de sensibilité des PCA. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance d'un portefeuille donné l'est également. L'analyse de sensibilité des portefeuilles de prêts de gros et de ceux de détail pour chaque scénario tient compte des ajustements subjectifs de la direction, selon ce qui convient.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de gros, l'analyse de sensibilité exclut les PCA et les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de détail, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

Analyse des portefeuilles de prêts de gros

Les portefeuilles ci-dessous ont été sélectionnés en fonction de leur apport aux PCA et de leur sensibilité aux facteurs macroéconomiques.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation ²	30 sept. 2023 M\$	31 déc. 2022 M\$
PCA présentées	124	171
Scénario central consensuel – 100 %	106	108
Scénario optimiste consensuel – 100 %	74	82
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	156	201
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	674	787
Valeur comptable brute/valeur nominale ³	111 876	114 583

- 1 Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.
- 2 Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.
- 3 Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

Analyse des portefeuilles de prêts de détail

Les expositions modélisées au moyen de l'approche réservée aux petits portefeuilles ont été exclues de l'analyse de sensibilité.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux prêts et avances à des clients ²	30 sept. 2023 M\$	31 déc. 2022 M\$
PCA présentées	119	96
Scénario central consensuel – 100 %	115	92
Scénario optimiste consensuel – 100 %	110	87
Scénario pessimiste consensuel – 100 %	127	100
Deuxième scénario pessimiste – 100 %	187	142
Valeur comptable brute	35 867	36 429

- 1 La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.
- 2 La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Trimestre clos le							
		30 sept. 2023				30 sept. 2022			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		64	158	129	351	51	150	82	283
Transferts d'instruments financiers	2	23	(25)	2	—	26	(25)	(1)	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(4)	4	—	—	(6)	6	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		27	(27)	—	—	31	(31)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(3)	3	—	—	(1)	1	—
– transferts hors du stade 3		—	1	(1)	—	1	1	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(14)	5	—	(9)	(7)	8	—	1
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		4	—	—	4	7	—	—	7
Variations des paramètres de risque		(7)	22	25	40	(22)	52	17	47
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(5)	(1)	(7)	(1)	(4)	—	(5)
Actifs sortis du bilan		—	—	(22)	(22)	—	—	(4)	(4)
Change		—	—	—	—	—	1	3	4
Solde à la clôture de la période		69	155	133	357	54	182	97	333
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(18)	22	24	28	(23)	56	17	50
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(3)	(3)	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(18)	22	21	25	(23)	56	16	49

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Période de neuf mois close le							
		30 sept. 2023				30 sept. 2022			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		59	190	101	350	78	163	128	369
Transferts d'instruments financiers	2	110	(111)	1	—	73	(92)	19	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(10)	10	—	—	(11)	11	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		118	(118)	—	—	81	(81)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(8)	8	—	—	(27)	27	—
– transferts hors du stade 3		2	5	(7)	—	3	5	(8)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(39)	15	—	(24)	(36)	15	—	(21)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		13	—	—	13	18	—	—	18
Variations des paramètres de risque		(71)	77	78	84	(76)	109	81	114
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(3)	(16)	(3)	(22)	(3)	(14)	(1)	(18)
Actifs sortis du bilan		—	—	(44)	(44)	—	—	(134)	(134)
Change		—	—	—	—	—	1	4	5
Solde à la clôture de la période		69	155	133	357	54	182	97	333
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(100)	76	75	51	(97)	110	80	93
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(6)	(6)	—	—	(5)	(5)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(100)	76	69	45	(97)	110	75	88

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

	Au 30 sept. 2023	Période de neuf mois close le 30 sept. 2023	Au 30 sept. 2022	Période de neuf mois close le 30 sept. 2022
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit M\$	Charge/ (reprise) au titre des PCA M\$	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit M\$	Charge/ (reprise) au titre des PCA M\$
Tel qu'indiqué précédemment	357	45	333	88
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	24	(4)	25	1
Contrats de garantie de bonne exécution	1	—	1	(7)
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	382	41	359	82

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale.

Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Étant donné que la conjoncture économique demeure volatile, il existe un risque lié aux estimations accru en ce qui a trait à l'estimation de la migration entre les stades et de la répartition des expositions. Le contexte récent à l'égard de l'inflation et des taux d'intérêt augmente la difficulté inhérente à prévoir les variations du risque de crédit et les pertes de crédit éventuelles découlant des activités de prêt. Lorsque cela est nécessaire, la banque utilise des techniques visant à estimer les ajustements de stade et les corrections de valeur pour PAC, en plus de ses modèles relatifs aux PAC. De faibles variations des données économiques prospectives peuvent avoir une incidence marquée sur la répartition des prêts entre les stades.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)
Classement selon la qualité					
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000

Rapport de gestion

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA/ autres provisions pour pertes de crédit	Valeur nette
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	13 913	—	—	—	—	13 913	—	13 913
– stade 1	13 913	—	—	—	—	13 913	—	13 913
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	35 252	20 027	16 348	2 010	414	74 051	(330)	73 721
– stade 1	35 143	18 218	9 038	384	—	62 783	(56)	62 727
– stade 2	109	1 809	7 310	1 626	—	10 854	(142)	10 712
– stade 3	—	—	—	—	414	414	(132)	282
Prêts et avances à des banques au coût amorti	331	—	—	—	—	331	—	331
– stade 1	331	—	—	—	—	331	—	331
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	20 908	1 969	976	24	21	23 898	(24)	23 874
– stade 1	20 906	1 945	871	4	—	23 726	(2)	23 724
– stade 2	2	24	105	20	—	151	(1)	150
– stade 3	—	—	—	—	21	21	(21)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	70 404	21 996	17 324	2 034	435	112 193	(354)	11 839
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	62,8 %	19,6 %	15,4 %	1,8 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	19 599	17 235	9 921	594	158	47 507	(25)	47 482
– stade 1	19 539	16 124	7 613	187	—	43 463	(12)	43 451
– stade 2	60	1 111	2 308	407	—	3 886	(12)	3 874
– stade 3	—	—	—	—	158	158	(1)	157
Garanties financières ²	822	564	339	14	24	1 763	(2)	1 761
– stade 1	822	546	287	5	—	1 660	(1)	1 659
– stade 2	—	18	52	9	—	79	(1)	78
– stade 3	—	—	—	—	24	24	—	24
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	20 421	17 799	10 260	608	182	49 270	(27)	49 243
Au 30 sept. 2023	90 825	39 795	27 584	2 642	617	161 463	(381)	161 082

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la JVAERG présentés ci-dessus ne correspondra pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA/ autres provisions pour pertes de crédit M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	15 772	—	—	—	—	15 772	(1)	15 771
– stade 1	15 772	—	—	—	—	15 772	(1)	15 771
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	37 518	19 617	14 759	2 909	377	75 180	(318)	74 862
– stade 1	37 468	15 385	7 550	146	—	60 549	(48)	60 501
– stade 2	50	4 232	7 209	2 763	—	14 254	(169)	14 085
– stade 3	—	—	—	—	377	377	(101)	276
Prêts et avances à des banques au coût amorti	335	6	3	—	—	344	—	344
– stade 1	335	6	3	—	—	344	—	344
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	23 397	2 076	1 253	40	17	26 783	(26)	26 757
– stade 1	23 397	1 787	1 017	4	—	26 205	(3)	26 202
– stade 2	—	289	236	36	—	561	(6)	555
– stade 3	—	—	—	—	17	17	(17)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	77 022	21 699	16 015	2 949	394	118 079	(345)	117 734
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	65,2 %	18,4 %	13,6 %	2,5 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	18 781	19 453	7 976	646	122	46 978	(30)	46 948
– stade 1	18 725	16 289	5 418	50	—	40 482	(10)	40 472
– stade 2	56	3 164	2 558	596	—	6 374	(20)	6 354
– stade 3	—	—	—	—	122	122	—	122
Garanties financières ²	988	384	280	41	32	1 725	(2)	1 723
– stade 1	988	380	206	2	—	1 576	(1)	1 575
– stade 2	—	4	74	39	—	117	(1)	116
– stade 3	—	—	—	—	32	32	—	32
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	19 769	19 837	8 256	687	154	48 703	(32)	48 671
Au 31 déc. 2022	96 791	41 536	24 271	3 636	548	166 782	(377)	166 405

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la JVAERG présentés ci-dessus ne correspondra pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 sept. 2023		31 déc. 2022	
	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
<i>Notes</i>				
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	869	(3)	954	(3)
– extraction minière et exploitation de carrières ¹	1 694	(18)	1 677	(19)
– fabrication	6 373	(56)	6 835	(38)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	240	(5)	255	(7)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	135	–	109	(1)
– construction	1 059	(4)	1 024	(9)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	6 879	(63)	7 116	(37)
– aviation, transport et entreposage	3 154	(6)	2 818	(15)
– hébergement et restauration	1 704	(6)	1 658	(13)
– édition, audiovisuel et diffusion	784	(2)	866	(6)
– immobilier	10 653	(22)	10 723	(29)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 116	(2)	976	(3)
– services administratifs et de soutien	858	(3)	727	(12)
– éducation	147	–	113	(1)
– santé et soins	429	(12)	413	(14)
– arts, divertissements et loisirs	249	–	255	(1)
– autres services	152	(1)	240	(1)
– gouvernement	36	–	35	–
– institutions financières non bancaires	1 974	(5)	2 259	(7)
Total	38 505	(208)	39 053	(216)
Par région ²				
Canada	35 604	(192)	36 058	(206)
– Colombie-Britannique	10 572	(27)	10 704	(28)
– Ontario	13 288	(79)	13 541	(100)
– Alberta	5 110	(27)	5 199	(40)
– Québec	4 736	(51)	4 534	(23)
– Saskatchewan et Manitoba	1 213	(3)	1 342	(12)
– Provinces de l'Atlantique	685	(5)	738	(3)
États-Unis d'Amérique	1 556	(14)	1 808	(8)
Autres	1 345	(2)	1 187	(2)
Total	38 505	(208)	39 053	(216)

¹ La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 53 % de la valeur comptable brute et 68 % de la correction de valeur pour PCA au 30 septembre 2023 (environ 59 % de la valeur comptable brute et 60 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2022).

² La répartition géographique par province est établie en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et la répartition géographique à l'étranger est fondée sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Trimestre clos le							
		30 sept. 2023				30 sept. 2022			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		52	73	110	235	39	101	67	207
Transferts d'instruments financiers :	2	12	(13)	1	—	8	(8)	—	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(3)	3	—	—	(5)	5	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		15	(15)	—	—	13	(13)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(1)	1	—	—	—	—	—
– transferts hors du stade 3		—	—	—	—	—	—	—	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(10)	2	—	(8)	—	4	—	4
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		3	—	—	3	5	—	—	5
Variations des paramètres de risque		2	4	18	24	(12)	19	12	19
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		—	(2)	(1)	(3)	—	(1)	—	(1)
Actifs sortis du bilan		—	—	(17)	(17)	—	—	(1)	(1)
Change		—	—	—	—	—	1	3	4
Autre									
Solde à la clôture de la période		59	64	111	234	40	116	81	237
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(5)	4	17	16	(7)	22	12	27
Reprises sur pertes de valeur		—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(5)	4	17	16	(7)	22	12	27

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Période de neuf mois close le							
		30 sept. 2023				30 sept. 2022			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		46	119	82	247	67	119	106	292
Transferts d'instruments financiers :	2	75	(77)	2	—	22	(45)	23	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(7)	7	—	—	(9)	9	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		82	(82)	—	—	31	(31)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(2)	2	—	—	(23)	23	—
– transferts hors du stade 3		—	—	—	—	—	—	—	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(25)	7	—	(18)	(10)	7	—	(3)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		10	—	—	10	14	—	—	14
Variations des paramètres de risque		(46)	25	61	40	(52)	41	73	62
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(10)	(3)	(14)	(1)	(7)	—	(8)
Actifs sortis du bilan		—	—	(31)	(31)	—	—	(125)	(125)
Change		—	—	—	—	—	1	4	5
Solde à la clôture de la période		59	64	111	234	40	116	81	237
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(62)	22	58	18	(49)	41	73	65
Reprises sur pertes de valeur		—	—	—	—	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(62)	22	58	18	(49)	41	72	64

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapport de gestion

En regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2022, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a diminué de 13 M\$, ou 5 %, et la variation des PCA au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023 s'est traduite par une charge de 18 M\$ à l'état du résultat net. La charge se rapporte principalement aux nouvelles charges sur les prêts non productifs, partiellement compensées par une reprise liée aux prêts productifs en raison d'une amélioration relative des variables macroéconomiques prospectives.

La charge de 18 M\$ au titre des PCA pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, qui est présentée dans le tableau ci-dessus, est constituée d'une charge de 40 M\$ liée aux

changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence sur la qualité du crédit des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, compensée par une reprise de 18 M\$ associée à l'incidence des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et une reprise de 4 M\$ liée aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,5 % au 30 septembre 2023, ce qui représente une baisse de 0,1 point de pourcentage comparativement à celui au 31 décembre 2022.

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 sept. 2023		31 déc. 2022	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	32 848	(80)	33 388	(58)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 342	(6)	1 407	(11)
Facilités de crédit personnel renouvelables	426	(12)	427	(10)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	423	(16)	405	(13)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	21	(3)	26	(3)
Autres facilités de crédit personnel	486	(5)	474	(7)
Total	35 546	(122)	36 127	(102)
Par région	<i>1</i>			
Canada	35 528	(122)	36 107	(101)
– Colombie-Britannique	14 764	(45)	15 372	(38)
– Ontario	16 855	(62)	16 704	(47)
– Alberta	1 756	(6)	1 793	(7)
– Québec	1 550	(5)	1 618	(5)
– Saskatchewan et Manitoba	315	(2)	327	(2)
– Provinces de l'Atlantique	279	(2)	285	(2)
– Territoires	9	—	8	—
Autres	18	—	20	(1)
Total	35 546	(122)	36 127	(102)

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse des propriétés dans le cas des prêts garantis par des biens immobiliers et sur celle des clients dans le cas des autres prêts.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Trimestre clos le							
		30 sept. 2023				30 sept. 2022			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		12	85	19	116	12	49	15	76
Transferts d'instruments financiers :	2	11	(12)	1	—	18	(17)	(1)	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(1)	1	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		12	(12)	—	—	18	(18)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(2)	2	—	—	(1)	1	—
– transferts hors du stade 3		—	1	(1)	—	1	1	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(4)	3	—	(1)	(7)	4	—	(3)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		1	—	—	1	2	—	—	2
Variations des paramètres de risque		(9)	18	7	16	(10)	33	5	28
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(3)	—	(4)	(1)	(3)	—	(4)
Actifs sortis du bilan		—	—	(5)	(5)	—	—	(3)	(3)
Solde à la clôture de la période		10	91	22	123	14	66	16	96
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(13)	18	7	12	(16)	34	5	23
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(3)	(3)	—	—	(1)	(1)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(13)	18	4	9	(16)	34	4	22

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Note	Période de neuf mois close le							
		30 sept. 2023				30 sept. 2022			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période		13	71	19	103	11	44	22	77
Transferts d'instruments financiers :	2	35	(34)	(1)	—	51	(47)	(4)	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(3)	3	—	—	(2)	2	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		36	(36)	—	—	50	(50)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(6)	6	—	—	(4)	4	—
– transferts hors du stade 3		2	5	(7)	—	3	5	(8)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(14)	8	—	(6)	(26)	8	—	(18)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		3	—	—	3	4	—	—	4
Variations des paramètres de risque		(25)	52	17	44	(24)	68	8	52
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(2)	(6)	—	(8)	(2)	(7)	(1)	(10)
Actifs sortis du bilan		—	—	(13)	(13)	—	—	(9)	(9)
Solde à la clôture de la période		10	91	22	123	14	66	16	96
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(38)	54	17	33	(48)	69	7	28
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(6)	(6)	—	—	(4)	(4)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(38)	54	11	27	(48)	69	3	24

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapport de gestion

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a augmenté de 20 M\$, ou 19 %, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, et s'est traduit par une charge de 27 M\$ à l'état du résultat net. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, la charge a découlé de l'incidence de la hausse des taux d'intérêt sur le portefeuille de prêts hypothécaires.

La charge de 27 M\$ au titre des PCA pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2023, qui est présentée dans le tableau ci-dessus, est constituée d'une charge de 44 M\$ au titre des changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, compensée par une reprise de 6 M\$ liée à l'incidence des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et par une reprise de 5 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des volumes. Des reprises sur pertes de valeur de 6 M\$ ont été constatées durant la période de neuf mois close le 30 septembre 2023.

Les sorties du bilan ont résulté principalement des prêts sur cartes et des facilités de crédit personnel.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

La plupart des portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique^{1, 2}

	Prêts hypothécaires résidentiels					Marges de crédit sur l'avoir propre ³	
	Assurés ⁴		Non assurés ⁴		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 320	10 %	12 531	90 %	13 851	610	100 %
Ouest canadien ⁵	766	41 %	1 080	59 %	1 846	126	100 %
Ontario	2 521	16 %	13 689	84 %	16 210	529	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	686	41 %	967	59 %	1 653	67	100 %
Au 30 sept. 2023	5 293	16 %	28 267	84 %	33 560	1 332	100 %
Colombie-Britannique	1 432	10 %	12 995	90 %	14 427	659	100 %
Ouest canadien ⁴	815	44 %	1 046	56 %	1 861	137	100 %
Ontario	2 617	16 %	13 390	84 %	16 007	537	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	729	42 %	995	58 %	1 724	66	100 %
Au 31 déc. 2022	5 593	16 %	28 426	84 %	34 019	1 399	100 %

¹ La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

² Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre comprennent des prêts de gros et des prêts personnels.

³ Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

⁴ Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

⁵ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Le tableau qui suit présente un aperçu de la période de remboursement des prêts hypothécaires résidentiels des clients. Ces durées sont établies d'après les paiements actuels effectués par les clients.

Étant donné les hausses des taux d'intérêt qui ont commencé en 2022, les clients ayant des emprunts hypothécaires à taux variable verront leur période d'amortissement se prolonger par rapport à la durée initiale, à moins que le prêt ait atteint le taux limite qui entraîne une augmentation des paiements ajustés, et

que le client ait ajusté ses paiements réguliers en conséquence. Certains clients pourraient se voir offrir un prolongement temporaire de l'amortissement jusqu'à l'échéance de leur emprunt hypothécaire actuel. Au moment du renouvellement, la banque devra ramener tous les prêts hypothécaires à la période d'amortissement initialement convenue, ce qui pourrait exiger des paiements supérieurs selon les taux en vigueur au moment du renouvellement. Dans le cas contraire, il faudra procéder à un refinancement du prêt hypothécaire.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels				
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans	> 30 à < 35 ans ²	> 35 ans ²
Au 30 sept. 2023	20,8 %	35,1 %	20,9 %	9,2 %	14,0 %
Au 31 déc. 2022	16,5 %	35,4 %	15,4 %	6,9 %	25,8 %

¹ La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle effective des prêts hypothécaires résidentiels.

² Notre politique vise à octroyer des prêts hypothécaires dont la durée d'amortissement est de 30 ans ou moins. Les durées d'amortissement qui excèdent 30 ans reflètent l'incidence des hausses des taux d'intérêt liés à nos portefeuilles de prêts hypothécaires à taux variable. Pour ces prêts, la durée d'amortissement sera ramenée au calendrier d'amortissement initial au moment du renouvellement ou lorsque le prêt atteint le taux limite. La durée d'amortissement du prêt de certains clients a été temporairement prolongée à plus de 30 ans.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1, 2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoir propre %
Colombie-Britannique	55,9 %	53,5 %
Ouest canadien ⁴	64,0 %	63,9 %
Ontario	60,9 %	57,1 %
Québec et provinces de l'Atlantique	60,7 %	63,4 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 30 sept. 2023	59,7 %	57,0 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2022	59,7 %	57,0 %

¹ Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoir propre ont été octroyés par la HSBC. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

² Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires.

³ Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

⁴ La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'estimer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage, d'une hausse des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies

d'atténuation des risques en place. Les PCA liées aux prêts de stade 2 ont augmenté en raison du nombre de clients dont le prêt actuel est assorti d'un taux variable ou doit être renouvelé à un taux fixe et pour qui les hausses de taux d'intérêt représentent un risque.

Prêts douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

	Au			
	30 sept. 2023		31 déc. 2022	
	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Notes				
Grandes sociétés et entreprises	240	(110)	245	(82)
– agriculture, foresterie et pêches	2	—	2	—
– extraction minière et exploitation de carrières	18	(9)	86	(14)
– fabrication	102	(43)	43	(16)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	6	(5)	16	(7)
– construction	19	(1)	5	(2)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	67	(37)	47	(17)
– aviation, transport et entreposage	1	(1)	5	(2)
– hébergement et restauration	1	(1)	—	—
– édition, audiovisuel et diffusion	—	—	6	(4)
– immobilier	3	—	1	(1)
– services administratifs et de soutien	2	(2)	8	(8)
– santé et soins	18	(10)	25	(10)
– institutions financières non bancaires	1	(1)	1	(1)
Ménages	174	(22)	132	(19)
Total	414	(132)	377	(101)

¹ La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 69 % de la valeur comptable brute et 75 % de la correction de valeur pour PCA au 30 septembre 2023 (environ 57 % de la valeur comptable brute et 47 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2022).

² La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Prêts faisant l'objet d'un délai de grâce

Au 30 septembre 2023, la valeur comptable brute des prêts faisant l'objet d'un délai de grâce s'établissait à 903 M\$ (497 M\$ au 31 décembre 2022) et la correction de valeur pour PCA se situait à 53 M\$ (43 M\$ au 31 décembre 2022).

Se reporter à la rubrique « Gestion du risque de crédit » à la page 33 du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Risque de trésorerie

Aperçu

Le risque de trésorerie s'entend du risque que nous ne disposions pas de suffisamment de capital, de liquidités ou de ressources de financement pour respecter nos obligations financières et les exigences que nous impose la réglementation. Il englobe le risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence négative sur notre résultat ou notre capital.

Le risque de trésorerie découle des changements dans les ressources et profils de risque respectifs en raison des comportements des clients, des décisions prises par la direction ou de la conjoncture externe.

Méthode et politique

Notre objectif en matière de gestion du risque de trésorerie est d'assurer le maintien de niveaux appropriés pour ce qui est du capital, des liquidités, du financement, des devises et du risque de marché de sorte à soutenir notre stratégie commerciale et veiller au respect des exigences réglementaires et de celles concernant les simulations de crise.

Notre méthode de gestion du risque de trésorerie est fonction de nos besoins stratégiques et organisationnels, lesquels tiennent compte des cadres réglementaire, économique et commercial. Nous entendons maintenir une excellente base de capital et de liquidités afin de favoriser la gestion des risques inhérents à nos activités et de procéder aux investissements que dicte notre stratégie, tout en respectant, en tout temps, les exigences réglementaires locales et consolidées.

Notre politique s'appuie sur notre cadre de gestion des risques, notre programme interne d'évaluation de l'adéquation du capital (« PIEAC ») et notre processus d'évaluation interne de la suffisance des liquidités (« PEISL »). Ce cadre met en jeu plusieurs mesures qui concordent avec celles servant à l'appréciation des risques à des fins internes et à des fins réglementaires.

Le PIEAC et le PEISL permettent d'obtenir une évaluation de la suffisance du capital et des liquidités de la banque, compte tenu des mesures de risque, du modèle d'affaires, de la stratégie, de la performance et de la planification, des risques inhérents au capital ainsi que des conséquences des simulations de crise sur le capital et sur les liquidités.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de trésorerie ainsi que de ses politiques et méthodes actuelles.

Appréciation du capital et du risque de liquidité et de financement

Notre cadre de gestion du capital intègre les principaux degrés de tolérance à ce risque eu égard au ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, au ratio du capital de catégorie 1, au ratio de capital total et au ratio de levier. Un profil approprié du risque de liquidité et de financement est géré au moyen des paramètres critiques de la tolérance au risque qu'emploie le conseil, ce qui inclut le ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR »), le ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR ») et la mesure interne du calcul des liquidités (« MICL »).

Le BSIF a publié la version finale de sa ligne directrice concernant les réformes de Bâle III en janvier 2022, et la banque a évalué l'incidence de ces changements sur ses besoins en capital et en liquidités et s'y est préparé. Les règlements modifiés sont entrés en vigueur au cours du deuxième trimestre de 2023, si ce n'est des exigences concernant le risque de rajustement de la valeur de crédit et le risque de marché qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Appréciation du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire

L'équipe chargée de la gestion de la trésorerie utilise divers paramètres pour surveiller et gérer le risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire, notamment la sensibilité des produits d'intérêts nets et la sensibilité de la valeur économique des capitaux propres.

L'un des principaux aspects de la gestion du risque de taux d'intérêt inhérent aux instruments non négociés est la surveillance de la sensibilité des produits d'intérêts nets attendus aux termes de divers scénarios sur ces taux (comme la modélisation à des fins de simulation) au moyen du modèle du résultat à risque, pour lequel les variables économiques demeurent constantes.

La valeur économique des capitaux propres (« VECP ») représente la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs du portefeuille bancaire qui pourraient être distribués aux bailleurs de fonds propres aux termes d'un scénario mettant en jeu une liquidation contrôlée. La sensibilité de la VECP représente la variation prévue de celle-ci par suite de chocs de taux d'intérêt prédéterminés, les autres variables économiques demeurant constantes. Nous surveillons les sensibilités de la VECP que nous exprimons sous forme de pourcentage des ressources en capital.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de trésorerie » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description du processus de gestion du capital, du risque de liquidité et de financement et du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire.

Risque de liquidité et risque de financement

On entend par risque de liquidité et de financement le risque de perte auquel la banque est exposée si elle se révèle incapable de générer suffisamment de trésorerie ou de ses équivalents pour s'acquitter de ses obligations financières à un coût raisonnable lorsqu'elles deviennent exigibles. Ses obligations financières comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, les emprunts, les placements et les nantissements.

L'objectif du cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de la banque est de lui assurer de pouvoir faire face à tous ses engagements de financement prévisibles, y compris

les retraits de dépôts, lorsqu'ils deviennent exigibles, et d'avoir accès aux marchés de gros de manière ordonnée et efficiente. Il vise à permettre à la banque de résister à de graves crises de liquidité et à lui procurer de la souplesse face à l'évolution des modèles d'affaires, des marchés et des règlements.

La banque a encore surpassé les niveaux de liquidité et de financement réglementaires minimaux au cours du troisième trimestre de 2023.

Gestion du risque de liquidité et de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Le LCR moyen de la banque est calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Le LCR moyen de la banque a diminué et est passé de 161 % au trimestre précédent à 156 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2023. Cette diminution est principalement attribuable à la réduction des actifs liquides de haute qualité au cours du trimestre découlant de la baisse des dépôts des clients et des échéances de la dette, partiellement compensée par la diminution des prêts à des clients.

La banque surveille toujours de près ses liquidités afin de pouvoir composer avec l'évolution des besoins de sa clientèle et avec tout changement en raison de la récente volatilité des marchés.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	30 sept. 2023	30 juin 2023
Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$)	27 541	28 426
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	17 716	17 694
Ratio de liquidité à court terme (%)	156	161

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour le trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et sont calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de grande qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

La banque a appliqué le NSFR du BSIF pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme et le premier dépôt en date du 30 juin 2023 a été effectué en juillet 2023. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable à l'égard de la composition de leurs actifs et de leurs activités hors bilan, et il rend compte du profil de financement de la banque dans un horizon temporel de un an et plus. Ce ratio se veut un complément du LCR et est calculé comme le ratio du total du financement stable disponible et du total du financement stable requis. Le NSFR du BSIF en date du 30 septembre 2023 s'est chiffré à 133 % et comprend un financement stable disponible total de 76,1 G\$ et un financement stable requis total de 57,1 G\$. La banque a également apporté des améliorations aux flux de trésorerie nets cumulatifs (Net Cumulative Cash Flow ou « NCCF ») en avril 2023, conformément à la version définitive des mises à jour que le BSIF a apportées à sa ligne directrice sur les normes de liquidité. Les NCCF sont un outil de surveillance qui mesure la période visée par les flux de trésorerie nets positifs afin

de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs.

La banque a procédé à une émission d'obligations sécurisées en euros au cours du premier trimestre. Actuellement, la banque détient trois obligations sécurisées en euros qui sont inscrites à la Bourse de Londres au 30 septembre 2023. Ces titres diversifient les sources de financement de la banque tout en élargissant son bassin d'investisseurs.

Actifs liquides

Les actifs liquides sont détenus et gérés de façon autonome par les entités en exploitation. La plupart sont détenus directement par le service Marchés, trésorerie dans le but premier de gérer le risque de liquidité conformément au cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement. Les actifs liquides comprennent aussi tous les actifs liquides non grevés détenus hors du service Marchés, trésorerie pour toute autre fin. Pour être admissibles dans la réserve d'actifs liquides, les actifs doivent disposer d'un marché des opérations de pension vaste et liquide pour le titre sous-jacent. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et de financement confère au service Marchés, trésorerie le contrôle ultime de tous les actifs liquides non grevés et des autres sources de liquidités.

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès de la banque centrale et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Au 30 septembre 2023, nos actifs liquides avaient reculé de 4,6 G\$ en regard de ceux enregistrés au 31 décembre 2022, recul principalement imputable à une baisse des dépôts des clients et à une diminution des titres de créance émis.

Actif liquides¹

	Au	
	30 sept. 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Niveau 1	25 675	30 065
Niveau 2 a	1 842	2 025
Niveau 2 b	42	108
Total	27 559	32 198

¹ Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Risque de capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2023, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Règles de Bâle III concernant le capital et l'effet de levier

La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

Les normes en matière de suffisance du capital de Bâle III ont grandement modifié la définition du capital réglementaire et elles imposent une nouvelle obligation selon laquelle la totalité du capital réglementaire doit pouvoir absorber les pertes en cas de faillite d'une institution financière.

Ces normes précisent particulièrement que ce sont les actions ordinaires qui représentent la principale composante du capital de catégorie 1, ce qui se traduit par l'introduction d'un ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1. Les règles de Bâle III imposent aussi aux institutions de constituer des réserves de conservation de capital afin de toujours respecter le minimum de capital réglementaire requis pendant une crise.

Capital réglementaire

Le capital réglementaire et les ratios du capital réglementaire figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III.

Total du capital réglementaire*

	Notes	Au	
		30 sept. 2023	31 déc. 2022
		M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	5 398	4 818
Ajustements réglementaires		560	380
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1		5 958	5 198
Capital de catégorie 1 supplémentaire et admissible	2	1 100	1 100
Capital de catégorie 1		7 058	6 298
Capital de catégorie 2		1 008	1 039
Total du capital		8 066	7 337

1 Comprend les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.

2 Comprend les actions privilégiées.

Ratios du capital réglementaire

Actifs pondérés en fonction des risques, ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	Au	
		30 sept. 2023	31 déc. 2022
		M\$	M\$
Actifs pondérés en fonction des risques	1, 2	43 216	44 656
		%	%
Ratios du capital réglementaire réels			
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1	3	13,8	11,6
– ratio du capital de catégorie 1	3	16,3	14,1
– ratio du capital total	3	18,7	16,4
– ratio de levier	4, 5	5,4	4,7
Exigences en matière de capital réglementaire	6		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5
– ratio de levier minimal		3,0	3,0

1 Les APR représentent les montants par lesquels les actifs sont ajustés au moyen de facteurs de pondération en fonction des risques afin de refléter les risques inhérents aux positions figurant ou non au bilan conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres, qu'a publiée le BSIF. Certains actifs ne sont pas pondérés en fonction des risques, mais plutôt déduits du capital. Les ratios du capital réglementaire au troisième trimestre sont fondés sur les exigences de la réforme de Bâle III, comme il est déterminé conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres, du BSIF (avril 2023). Les ratios du capital réglementaire de la période précédente ont été préparés conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres, du BSIF (janvier 2019).

2 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher a été en vigueur du premier trimestre de 2020 au premier trimestre de 2023. Dans le cadre des réformes de Bâle III, le coefficient de plancher sera augmenté et passera de 70 % à 72,5 % au total, soit une hausse progressive sur trois ans. Le facteur de départ sera de 65 % au deuxième trimestre de 2023 et augmentera de 2,5 % par année pour s'établir à 72,5 % en 2026.

3 Les ratios des capitaux propres ordinaires de catégorie 1, du capital de catégorie 1 et du capital total sont calculés comme étant le capital de base concerné divisé par les APR, conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres, qu'a publiée le BSIF. Dans le cadre des réformes de Bâle III, des mises à jour liées aux APR ont été prises en compte depuis le deuxième trimestre de 2023.

4 Le ratio de levier est calculé au moyen du capital de catégorie 1 divisé par les mesures d'exposition aux fins du ratio de levier, conformément à la ligne directrice Exigences de levier qu'a publiée le BSIF. Les expositions utilisées pour ce calcul représentent le total des actifs inscrits au bilan et de certains éléments spécifiques n'y figurant pas.

5 Le ratio de levier tient compte de certaines mesures d'assouplissement réglementaire en lien avec la COVID-19 que le BSIF avait annoncées et qui permettaient aux banques d'exclure, jusqu'au 31 mars 2023, leurs réserves auprès des banques centrales pour le calcul de leur exposition aux fins du ratio de levier. Le ratio de levier au 30 septembre 2023 tient compte de certaines réserves des banques centrales liées à l'exposition du ratio de levier.

6 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Au 30 septembre 2023, notre ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 ») a augmenté à 13,8 % alors qu'il était à 11,6 % au 31 décembre 2022, ce qui reflète une hausse des CET1 de 760 M\$ et une baisse des APR de 1 440 M\$. L'augmentation du ratio CET1 s'explique principalement par la hausse du bénéfice non distribué, déduction faite des dividendes sur les actions privilégiées.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Période de neuf mois close le			Exercice clos le		
		30 sept. 2023			31 déc. 2022		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1	—	548 668	1 125	0,69259	548 668	1 125
Actions privilégiées de catégorie 1	2						
– série H		1,37589	20 000	500	1,08412	20 000	500
– série I	3	—	—	—	1,15000	—	—
– série J	3	1,37776	14 000	350	—	14 000	350
– série K		1,02189	10 000	250	1,36252	10 000	250

1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et ce ne sont pas les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.

2 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

3 Le 31 décembre 2022, le porteur des actions privilégiées, série I, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série J, conformément à leurs modalités, et les premiers dividendes sur ces dernières ont été déclarés au premier trimestre de 2023 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 mars 2023 ou le premier jour ouvrable suivant.

Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2023

Au cours du troisième trimestre de 2023, la banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 19 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation de la Banque HSBC Canada et a versé ces dividendes conformément à leurs modalités. Aucun dividende n'a été déclaré ni versé sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du troisième trimestre de 2023.

Dividende réputé enregistré au troisième trimestre de 2023

Au cours du troisième trimestre de 2023, la banque a enregistré un dividende réputé de 4 M\$ à HSBC Holdings plc. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions avec des parties liées » du rapport de gestion pour obtenir des détails à ce sujet.

Dividendes déclarés au quatrième trimestre de 2023

Le 26 octobre 2023, la banque a déclaré, pour le quatrième trimestre de 2023, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2023 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 décembre 2023.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le quatrième trimestre de 2023 ont été déclarés après le 30 septembre 2023, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan. Pour le moment, aucun dividende n'a été déclaré sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du quatrième trimestre.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	30 sept. 2023		30 sept. 2022	
	Valeur économique des capitaux	Résultat à risque	Valeur économique des capitaux	Résultat à risque
	M\$	M\$	M\$	M\$
Augmentation de 100 points de base	(123)	92	(146)	180
Diminution de 100 points de base	112	(89)	140	(191)

Valeur à risque des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction*

Les portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction, évalués selon les modèles de valeur à risque (« VaR »), comprennent des positions découlant principalement de la gestion des taux d'intérêt relatifs à nos actifs et à nos passifs liés aux services bancaires aux particuliers et aux entreprises, aux placements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et aux instruments d'emprunt évalués au coût amorti.

Pour plus de détails sur les modèles de VaR, se reporter à la rubrique « Risque de marché » à la page 43 du rapport de gestion.

Le tableau suivant présente la VaR des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction pour les neuf premiers mois de 2023.

VaR des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction, 99 %, 1 journée*

	Taux d'intérêt M\$	Écarts de crédit M\$	Diversification des portefeuilles ¹ M\$	Total ² M\$
Solde au 30 sept. 2023	18,0	23,1	(4,7)	36,4
Moyenne	24,7	27,3	(6,3)	45,7
Minimum	35,1	31,6	—	55,6
Maximum	14,7	22,9	—	35,4
Solde au 30 sept. 2022	16,9	29,5	(11,4)	35,0
Moyenne	12,6	26,5	(11,0)	28,1
Minimum	16,9	30,9	—	36,6
Maximum	4,7	16,8	—	17,8

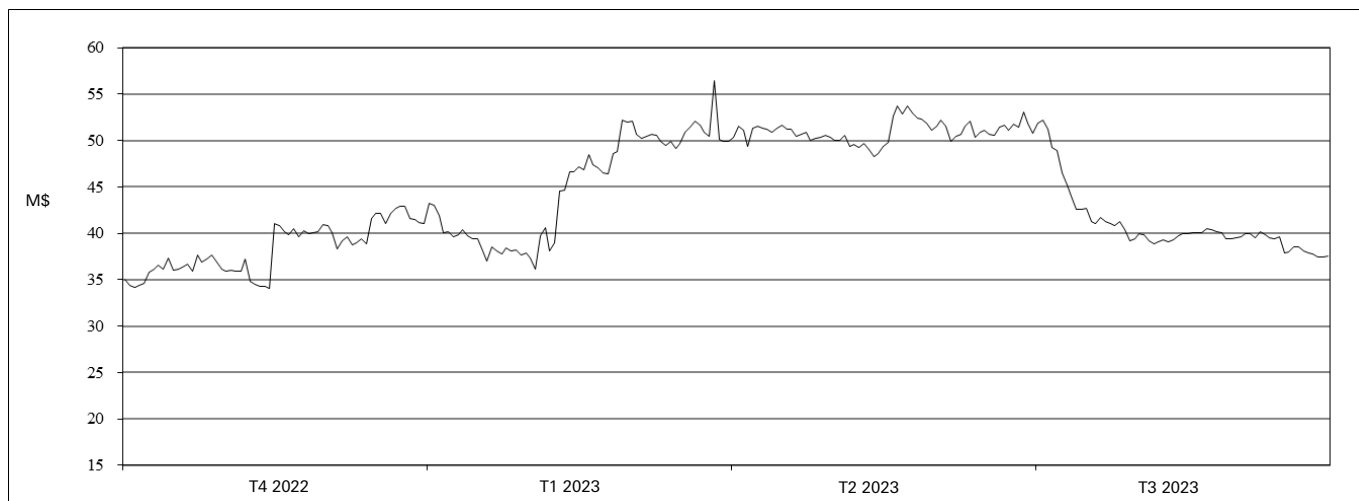
1 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, dont ceux liés aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit. Cette mesure correspond à l'écart entre le total de la VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent.

2 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Valeur à risque des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction

La moyenne de la VaR des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction s'est chiffrée à 45,7 M\$, en hausse de 17,6 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse découle principalement de l'incidence de la persistance de la volatilité des taux d'intérêt sur les marchés au cours de l'exercice. Sur une base individuelle, la VaR liée aux taux d'intérêt a également augmenté, du fait de la persistance de la volatilité des taux d'intérêt sur les marchés. La VaR des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction tient compte du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire transféré au service Marchés, trésorerie, et géré par ce dernier, et des expositions découlant du portefeuille d'actifs liquides de grande qualité détenu par le service Marchés, trésorerie afin de respecter les exigences de liquidité. Le graphique suivant présente la VaR quotidienne totale des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction.

VaR quotidienne des portefeuilles détenus à des fins autres que de transaction, 99 %, 1 journée¹



¹ Le total de la VaR indique une tendance à la hausse au premier trimestre de 2023 qui découle d'une plus grande volatilité des taux d'intérêt et du recalibrage du modèle de la VaR afin de mieux tenir compte de la hausse des taux d'intérêt. Le total de la VaR indique une tendance à la baisse au troisième trimestre de 2023 qui découle d'une réduction du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire au cours du trimestre.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de marché » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque*

La valeur à risque (« VaR ») relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de

confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les portefeuilles détenus à des fins de transaction et ceux détenus à d'autres fins de sorte que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

Portefeuilles détenus à des fins de transaction

Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions détenues aux fins des services fournis aux clients et des activités de tenue de marché, en vue de la revente à court terme ou de la couverture des risques découlant de ces positions.

Valeur à risque des portefeuilles détenus à des fins de transaction

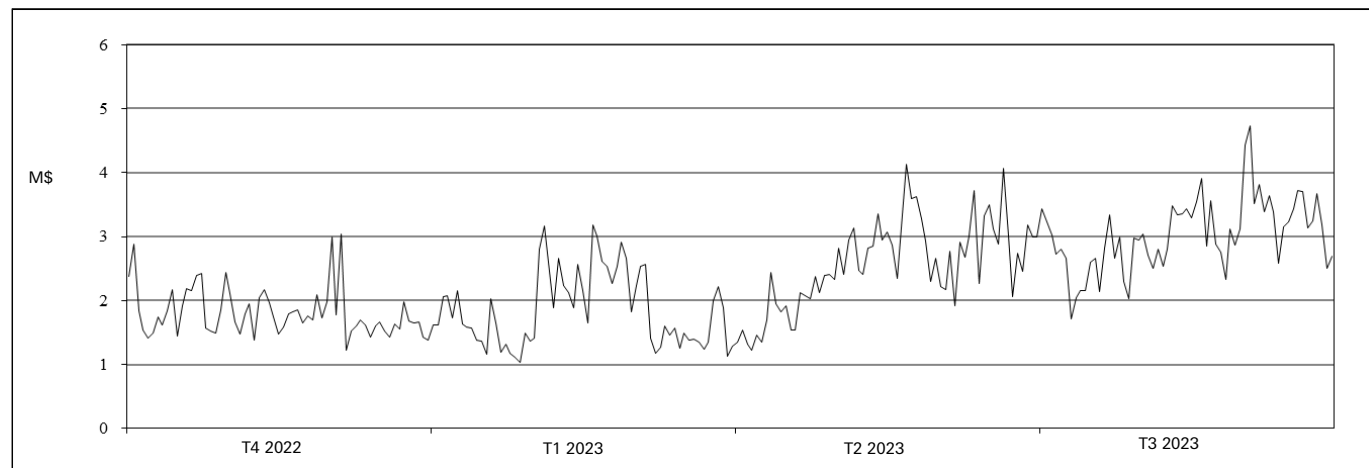
Nous avons continué à gérer le risque de marché de façon prudente au cours du troisième trimestre de 2023. La sensibilité et la VaR sont demeurées conformes au niveau de tolérance, car la société a poursuivi ses principales activités de tenue de marché afin de soutenir nos clients. Le risque de taux d'intérêt a été le principal facteur qui a influé sur la VaR.

La moyenne de la VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction s'est élevée à 2,5 M\$, en hausse de 1,1 M\$ par rapport à l'exercice précédent, en raison de la persistance de la volatilité des taux d'intérêt sur le marché au cours de l'exercice.

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)*1						
	Change et marchandises	Taux d'intérêt	Capitaux propres	Écarts de crédit	Diversification des portefeuilles2	Total3
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à septembre 2023						
À la clôture de la période	—	2,6	—	0,7	(0,6)	2,7
Moyenne	—	2,3	—	0,8	(0,6)	2,5
Minimum	—	0,9	—	0,5	—	1,0
Maximum	—	4,4	—	1,5	—	4,7
De janvier à septembre 2022						
À la clôture de la période	—	2,0	—	1,5	(1,1)	2,4
Moyenne	—	1,1	—	0,8	(0,5)	1,4
Minimum	—	0,5	—	0,2	—	0,5
Maximum	—	3,3	—	2,1	—	4,1

- 1 Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant des activités de tenue de marché et les positions des clients.
- 2 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt et aux taux de change. Cette mesure correspond à l'écart entre le total de la VaR par type de risque et le total de la VaR, tous risques confondus. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles. Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent.
- 3 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

VaR quotidienne des portefeuilles détenus à des fins de transaction, 99 %, 1 journée



Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Les rubriques ci-dessus du rapport de gestion décrivent les risques les plus importants auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir une incidence importante sur ses résultats financiers futurs.

Se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2022* pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Transition visant les TIO

Nous avons réalisé dans de bonnes conditions d'efficacité la modification de tous les contrats assortis du TIOL en dollars américains au 30 juin 2023. Seuls quelques contrats pour un petit nombre de clients sont à modifier. Toutefois, les systèmes ont été mis à jour et ces clients ne pourront plus prélever des fonds au TIOL en dollars américains, conformément aux dates d'arrêt de l'utilisation du TIOL restantes.

Le 16 mai 2022, l'administrateur du CDOR (Canadian Dollar Offered Rate), Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (« RBSL »), a annoncé qu'il cesserait le calcul et la publication de ce taux après le 28 juin 2024. Simultanément, le BSIF a fait savoir qu'il s'attendait à ce que tous les nouveaux contrats sur dérivés et titres des institutions financières fédérales ainsi que tous leurs contrats de prêt passent à des taux de référence de remplacement avant le 30 juin 2023 et le 28 juin 2024, respectivement.

La publication quotidienne du taux de remplacement, à savoir le CORRA (Canadian Overnight Repo Rate Average), a débuté le 15 juin 2020 et la publication des CORRA de référence à terme d'un mois et de trois mois a débuté le 5 septembre 2023. La banque continue d'élargir sa gamme de produits liés aux CORRA et d'effectuer la transition des clients vers le CORRA.

En juillet 2023, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (le « TARCOM ») a introduit, dans le cadre de son plan de transition en deux étapes, un jalon au titre duquel aucun nouveau contrat de prêt fondé sur le taux CDOR ou sur le taux des acceptations bancaires ne pourra être conclu à partir du 1^{er} novembre 2023. L'objectif est de favoriser une transition graduelle du marché des prêts en réduisant le nombre de prêts qui doivent être rectifiés avant la date d'abandon du taux CDOR, le 28 juin 2024.

Nous avons commencé à travailler avec les clients sur leurs plans de transition visant les CORRA, en tenant compte des produits dérivés et des prêts au taux des acceptations bancaires et au taux CDOR.

Puisque le CDOR cessera d'être utilisé en juin 2024, il est attendu que les acceptations bancaires disparaîtront à titre d'instruments du marché monétaire. Le 16 janvier 2023, le Forum canadien des titres à revenu fixe a publié un livre blanc traitant des solutions de rechange aux acceptations bancaires. Nous continuons d'évaluer le livre blanc et les incidences potentielles sur nos activités.

Nous demeurons exposés aux risques liés à la transition visant les TIO, notamment le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié à la résilience, le risque lié à l'information financière, le risque juridique, le risque lié aux modèles et le risque de marché. Le niveau de ces principaux risques diminue conformément à la mise en œuvre de notre processus et à la transition de nos contrats existants. Nous avons cherché à mettre en œuvre des contrôles visant à atténuer les risques, au besoin, et nous continuons de gérer activement et de surveiller ces risques.

Entente visant la vente de la Banque HSBC Canada

Le 29 novembre 2022, le Groupe HSBC a annoncé une entente visant la vente de la totalité de la participation dans la Banque HSBC Canada (et ses filiales) et des créances subordonnées détenues par le Groupe HSBC à la RBC pour un prix d'achat de 13,5 G\$.

Le 1^{er} septembre 2023, le Bureau de la concurrence du Canada a publié son rapport et a conclu qu'il n'y avait aucune préoccupation liée à la concurrence en ce qui concerne la vente proposée. Il s'agit du premier de plusieurs examens nécessaires à la conclusion de la transaction et de la vente. Sous réserve de l'examen et des approbations des autorités réglementaires et du gouvernement à venir, la conclusion de la vente est prévue au cours du premier trimestre de 2024.

États financiers consolidés

Page		Page		
État consolidé du résultat net		5	Actifs détenus à des fins de transaction	55
État consolidé du résultat global		6	Dérivés	55
Bilan consolidé		7	Placements financiers	56
Tableau consolidé des flux de trésorerie		8	Autres actifs	56
État consolidé des variations des capitaux propres		9	Passifs détenus à des fins de transaction	56
Notes annexes		10	Titres de créance émis	57
1	Base d'établissement et principales méthodes comptables	11	Autres passifs	57
2	Produits de commissions nets	12	Juste valeur des instruments financiers	58
3	Rémunération et avantages du personnel	13	Actions en justice et litiges de nature réglementaire	59
4	Analyse sectorielle	14	Événements postérieurs à la date de clôture	59

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
		30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
		M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		428	449	1 322	1 155
– produits d'intérêts		1 322	934	3 869	2 035
– charges d'intérêts		(894)	(485)	(2 547)	(880)
Produits de commissions nets	2	187	194	570	587
– produits de commissions		218	223	664	669
– charges de commissions		(31)	(29)	(94)	(82)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		37	15	104	66
Variations de la juste valeur des autres instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		—	—	—	(1)
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		4	—	6	2
Autres produits d'exploitation		4	7	16	25
Total du résultat d'exploitation		660	665	2 018	1 834
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)		(26)	(42)	(41)	(82)
Résultat d'exploitation net		634	623	1 977	1 752
Rémunération et avantages du personnel	3	(173)	(148)	(504)	(451)
Charges générales et administratives		(141)	(146)	(435)	(426)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles		(14)	(18)	(42)	(49)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(24)	(13)	(103)	(38)
Total des charges d'exploitation		(352)	(325)	(1 084)	(964)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		282	298	893	788
Charge d'impôt sur le résultat		(79)	(79)	(249)	(210)
Bénéfice de la période		203	219	644	578
Bénéfice attribuable :					
– à l'actionnaire ordinaire		184	206	587	542
– au détenteur d'actions privilégiées		19	13	57	36
Bénéfice de la période		203	219	644	578
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	548 668	548 668	548 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,33 \$	0,38 \$	1,07 \$	0,99 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bénéfice de la période	203	219	644	578
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :				
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	8	13	69	(259)
– profits (pertes) sur la juste valeur	14	18	101	(350)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(4)	—	(6)	(2)
– impôt sur le résultat	(2)	(5)	(26)	93
Couvertures de flux de trésorerie ¹	(13)	(159)	(87)	(483)
– pertes sur la juste valeur	(187)	(272)	(523)	(748)
– profits sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	169	56	403	91
– impôt sur le résultat	5	57	33	174
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :				
Réévaluation des régimes à prestations définies	17	1	15	42
– avant l'impôt sur le résultat	23	1	16	57
– impôt sur le résultat	(6)	—	(1)	(15)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	(2)	1	(1)
– (Pertes) profits sur la juste valeur	—	(2)	2	(1)
– impôt sur le résultat	(1)	—	(1)	—
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	11	(147)	(2)	(701)
Résultat global total pour la période	214	72	642	(123)
Attribuable :				
– à l'actionnaire ordinaire	195	59	585	(159)
– au détenteur d'actions privilégiées	19	13	57	36
Résultat global total pour la période	214	72	642	(123)

¹ Il y a lieu de se reporter à la page 15 et à la note 12 de notre Rapport et états financiers annuels 2022 pour obtenir de plus amples renseignements.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Bilan consolidé

		Au	
		30 sept. 2023	31 déc. 2022
	Notes	M\$	M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans une banque centrale		4 828	6 326
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		26	9
Actifs détenus à des fins de transaction	5	2 408	4 296
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		20	18
Dérivés	6	6 081	6 220
Prêts et avances à des banques		331	344
Prêts et avances à des clients		73 721	74 862
Prises en pension à des fins autres que de transaction		3 437	6 003
Placements financiers	7	22 904	23 400
Autres actifs	8	2 885	2 591
Paievements anticipés et produits à recevoir		407	351
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		2 916	3 147
Actifs d'impôt exigible		38	172
Immobilisations corporelles		334	332
Goodwill et immobilisations incorporelles		57	160
Actifs d'impôt différé		59	71
Total de l'actif		120 452	128 302
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		572	712
Comptes des clients		80 057	82 253
Mises en pension à des fins autres que de transaction		4 335	4 435
Effets en transit vers d'autres banques		654	227
Passifs détenus à des fins de transaction	9	1 639	3 732
Dérivés	6	6 602	6 575
Titres de créance émis	10	10 493	15 735
Autres passifs	11	4 291	3 577
Acceptations		2 919	3 156
Charges à payer et produits différés		1 070	713
Passifs au titre des prestations de retraite		190	203
Créances subordonnées		1 011	1 011
Provisions		42	54
Passifs d'impôt exigible		78	—
Passif d'impôt différé		1	1
Total du passif		113 954	122 384
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 125	1 125
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		(803)	(786)
Résultats non distribués		5 076	4 479
Total des capitaux propres attribuable aux actionnaires		6 498	5 918
Total du passif et des capitaux propres		120 452	128 302

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	893	788
Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et perte de valeur	145	87
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	6	3
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	41	82
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	7	8
Variations des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(56)	(188)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(159)	(2 175)
Variation des prêts et avances à des clients	1 089	(7 069)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	1 495	(2 015)
Variation des autres actifs	48	(1 615)
Variation des charges à payer et des produits différés	357	136
Variation des dépôts effectués par des banques	(140)	(492)
Variation des comptes des clients	(2 196)	7 874
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	(100)	(321)
Variation des titres de créance émis	(5 242)	564
Variation des autres passifs	330	890
Impôt payé	(23)	(21)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(3 505)	(3 464)
Achat de placements financiers	(3 358)	(10 350)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	3 951	1 687
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(9)	(94)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	584	(8 757)
Remboursement de capital à la société mère	—	(600)
Dividendes versés à l'actionnaire	(38)	(404)
Remboursements de capital sur les contrats de location	(32)	(36)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(70)	(1 040)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2 991)	(13 261)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	7 907	19 759
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	4 916	6 498
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	4 828	4 092
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(628)	(139)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	331	900
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	385	1 645
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	4 916	6 498
Intérêts :		
Intérêts payés	(2 212)	(708)
Intérêts reçus	3 807	1 852

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves					
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janv. 2023	2 225	4 479	(248)	(538)	(786)	5 918
Bénéfice de la période	—	644	—	—	—	644
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	15	70	(87)	(17)	(2)
– instruments d’emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	69	—	69	69
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	1	—	1	1
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(87)	(87)	(87)
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	15	—	—	—	15
Résultat global total pour la période	—	659	70	(87)	(17)	642
Dividende réputé ¹	—	(4)	—	—	—	(4)
Dividendes sur les actions ordinaires	—	—	—	—	—	—
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(57)	—	—	—	(57)
Remboursement de capital à la société mère	—	—	—	—	—	—
Variation relative aux accords de paiement fondé sur des actions	—	(1)	—	—	—	(1)
Au 30 sept. 2023	2 225	5 076	(178)	(625)	(803)	6 498

	Autres réserves					
	Capital- actions	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janv. 2022	2 825	4 074	(22)	(1)	(23)	6 876
Bénéfice de la période	—	578	—	—	—	578
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	42	(260)	(483)	(743)	(701)
– instruments d’emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(259)	—	(259)	(259)
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(1)	—	(1)	(1)
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(483)	(483)	(483)
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	42	—	—	—	42
Résultat global total pour la période	—	620	(260)	(483)	(743)	(123)
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(380)	—	—	—	(380)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(36)	—	—	—	(36)
Remboursement de capital à la société mère	(600)	—	—	—	—	(600)
Variation relative aux accords de paiement fondé sur des actions	—	(1)	—	—	—	(1)
Au 30 sept. 2022	2 225	4	(282)	(484)	(766)	5 736

¹ Le 18 septembre 2023, HSBC Global Services (Canada) Limited (« ServCo »), une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings, a transféré certains services partagés à la banque. Le transfert n’avait pas pour but de bénéficier d’avantages économiques résultant des modifications apportées aux activités, mais correspond plutôt à un réarrangement de l’organisation des activités au sein des entités juridiques qui sont soumises au contrôle commun de HSBC Holdings plc qui agit en sa qualité d’actionnaire ultime. Le transfert de personnel et d’autres actifs connexes n’a pas d’incidence significative sur l’ensemble des résultats financiers, la situation financière ni les activités de la banque. La contrepartie payée à ServCo dans le cadre de la transaction s’élève à 2 M\$. La combinaison des passifs nets repris et de la contrepartie payée est comptabilisée en capitaux propres en tant que dividende réputé de 4 M\$ versé à l’actionnaire ultime.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d’un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers consolidés »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2022. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Normes adoptées avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2023

La banque a adopté, à compter du 1^{er} janvier 2023, les dispositions de l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (l'« IFRS 17 »), qui précisent les exigences qu'une entité doit appliquer relativement à la comptabilisation des contrats d'assurance qu'elle émet et des contrats de réassurance qu'elle détient. La banque a évalué l'incidence de cette norme et a établi qu'elle n'avait aucune répercussion importante sur ses états financiers consolidés à la date de son application initiale, soit le 1^{er} janvier 2023.

c) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2022, lesquels figurent dans le *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque, hormis les changements indiqués en b) ci-dessus, qui ont été mis en œuvre au cours de la période.

d) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

e) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat, les actifs d'impôt différé, les obligations au titre des prestations définies, les immobilisations incorporelles, ainsi que les provisions constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification importante n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2022, lesquels figurent aux pages 24, 25, 38 et 79 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

f) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 septembre 2023. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2022, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2022*.

g) Informations significatives sur les méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement important aux informations significatives sur les méthodes comptables de la banque qui sont présentées de la note 2 a) à la note 2 r) des états financiers consolidés annuels de 2022 du *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité

	Trimestre clos le											
	30 sept. 2023						30 sept. 2022					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général ¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	12	6	1	—	—	19	11	5	3	—	—	19
Produits de courtage	—	2	—	—	—	2	—	3	2	—	—	5
Cartes	9	17	—	—	—	26	8	17	—	—	—	25
Facilités de crédit	79	—	4	—	—	83	80	—	8	—	—	88
Fonds sous gestion	—	54	—	—	—	54	—	54	—	—	—	54
Importations/exportations	2	—	1	—	—	3	3	—	—	—	—	3
Commissions d'agence d'assurance	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1
Garanties et autres	7	1	2	1	—	11	9	1	3	(2)	—	11
Services de paiement	8	2	3	—	—	13	8	1	2	—	—	11
Prise ferme et services-conseils	1	—	4	1	—	6	1	—	2	4	(1)	6
Produits de commissions	118	83	15	2	—	218	120	82	20	2	(1)	223
Moins les charges de commissions	(9)	(20)	(2)	—	—	(31)	(6)	(21)	(1)	(1)	—	(29)
Produits de commissions nets	109	63	13	2	—	187	114	61	19	1	(1)	194

	Période de neuf mois close le											
	30 sept. 2023						30 sept. 2022					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général ¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	37	15	7	—	—	59	35	14	8	—	—	57
Produits de courtage	—	8	—	—	—	8	—	10	2	—	—	12
Cartes	27	52	1	—	—	80	22	47	1	—	—	70
Facilités de crédit	240	—	12	—	—	252	232	—	24	—	—	256
Fonds sous gestion	—	162	—	—	—	162	—	169	—	—	—	169
Importations/exportations	7	—	1	—	—	8	8	—	1	—	—	9
Commissions d'agence d'assurance	—	4	—	—	—	4	—	3	—	—	—	3
Garanties et autres	24	4	7	1	—	36	27	5	7	(2)	—	37
Services de paiement	24	4	9	—	—	37	24	4	7	—	—	35
Prise ferme et services-conseils	1	—	11	6	—	18	1	—	14	10	(4)	21
Produits de commissions	360	249	48	7	—	664	349	252	64	8	(4)	669
Moins les charges de commissions	(28)	(60)	(4)	(2)	—	(94)	(15)	(61)	(3)	(3)	—	(82)
Produits de commissions nets	332	189	44	5	—	570	334	191	61	5	(4)	587

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres indiqués ci-dessus présentent un rapprochement des résultats des secteurs d'activité et de ceux de l'entité.

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le		Période de neuf mois close le	
	30 sept. 2023	30 sept. 2022	30 sept. 2023	30 sept. 2022
	M\$	M\$	M\$	M\$
Régimes à prestations définies	5	5	13	14
– régimes de retraite	3	3	8	9
– régimes autres que de retraite	2	2	5	5
Régimes de retraite à cotisations définies	10	9	31	24
Total	15	14	44	38

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 90 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs à présenter aux termes d'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*, sont les Services aux entreprises, Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, les Services bancaires internationaux, et Marchés et Services liés aux valeurs mobilières.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le											
	30 sept. 2023						30 sept. 2022					
	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers		Services bancaires internationaux		Marchés et Services liés aux valeurs mobilières		Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers		Services bancaires internationaux		Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	
	Services aux entreprises				Centre général¹	Total	Services aux entreprises				Centre général¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	183	201	35	12	(3)	428	187	202	45	12	3	449
Produits de commissions nets	109	63	13	2	—	187	114	61	19	1	(1)	194
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	10	14	—	10	3	37	6	4	(6)	13	(2)	15
Autres produits	2	1	1	—	4	8	1	3	—	—	3	7
Total du résultat d'exploitation	304	279	49	24	4	660	308	270	58	26	3	665
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(19)	(10)	3	—	—	(26)	(14)	(22)	(6)	—	—	(42)
Résultat d'exploitation net	285	269	52	24	4	634	294	248	52	26	3	623
– externe	334	232	22	41	5	634	312	263	15	29	4	623
– intersectoriel	(49)	37	30	(17)	(1)	—	(18)	(15)	37	(3)	(1)	—
Total des charges d'exploitation	(100)	(171)	(20)	(11)	(50)	(352)	(99)	(165)	(20)	(13)	(28)	(325)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	185	98	32	13	(46)	282	195	83	32	13	(25)	298

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Notes annexes (non audité)

Bénéfice de la période

	Période de neuf mois close le											
	30 sept. 2023						30 sept. 2022					
	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général ¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	556	617	112	43	(6)	1 322	522	499	99	31	4	1 155
Produits de commissions nets	332	189	44	5	—	570	334	191	61	5	(4)	587
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	35	44	1	17	7	104	24	16	(16)	46	(4)	66
Autres produits	2	5	1	1	13	22	1	13	—	1	11	26
Total du résultat d'exploitation	925	855	158	66	14	2 018	881	719	144	83	7	1 834
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(21)	(29)	9	—	—	(41)	(51)	(22)	(9)	—	—	(82)
Résultat d'exploitation net	904	826	167	66	14	1 977	830	697	135	83	7	1 752
– externe	1 029	730	100	104	14	1 977	852	735	70	87	8	1 752
– intersectoriel	(125)	96	67	(38)	—	—	(22)	(38)	65	(4)	(1)	—
Total des charges d'exploitation	(317)	(519)	(60)	(36)	(152)	(1 084)	(302)	(489)	(65)	(39)	(69)	(964)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	587	307	107	30	(138)	893	528	208	70	44	(62)	788

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Services bancaires internationaux	Marchés et Services liés aux valeurs mobilières	Centre général ¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 30 sept. 2023						
Prêts et avances à des clients	33 935	36 197	3 589	—	—	73 721
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 493	12	411	—	—	2 916
Total de l'actif externe	47 111	48 695	8 946	15 387	313	120 452
Comptes des clients	29 172	43 481	7 081	323	—	80 057
Acceptations	2 496	12	411	—	—	2 919
Total du passif externe	37 700	52 524	10 330	13 004	396	113 954
Au 31 déc. 2022						
Prêts et avances à des clients	34 027	36 713	4 122	—	—	74 862
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 795	12	340	—	—	3 147
Total de l'actif externe	48 282	51 701	9 004	18 866	449	128 302
Comptes des clients	30 008	45 094	6 871	280	—	82 253
Acceptations	2 804	12	340	—	—	3 156
Total du passif externe	39 919	55 889	10 187	16 182	207	122 384

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		30 sept. 2023 M\$	31 déc. 2022 M\$
Titres de créance			
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	1 744	3 599
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		550	323
– autres titres de créance		114	374
À la clôture de la période		2 408	4 296
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 223	1 438
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 185	2 858
À la clôture de la période		2 408	4 296

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2022* de la banque pour obtenir une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	126 484	3 944	1 230	97	1 327	1 158	46	1 204
Contrats sur taux d'intérêt	240 296	27 099	4 529	221	4 750	4 631	762	5 393
Contrats sur marchandises et autres	948	–	4	–	4	5	–	5
Au 30 sept. 2023	367 728	31 043	5 763	318	6 081	5 794	808	6 602
Contrats de change	132 499	2 534	2 051	–	2 051	1 925	66	1 991
Contrats sur taux d'intérêt	276 850	30 915	3 738	431	4 169	3 846	738	4 584
Contrats sur marchandises et autres	9	–	–	–	–	–	–	–
Au 31 déc. 2022	409 358	33 449	5 789	431	6 220	5 771	804	6 575

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	30 sept. 2023			31 déc. 2022		
	Valeur comptable			Valeur comptable		
	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Risque de taux d'intérêt	10 037	220	6	14 479	431	34
Total	10 037	220	6	14 479	431	34

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	30 sept. 2023			31 déc. 2022		
	Valeur comptable			Valeur comptable		
	Montant notionnel	Actifs	Passifs	Montant notionnel	Actifs	Passifs
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Risque de change	3 944	97	46	2 534	–	65
Risque de taux d'intérêt	17 062	1	756	16 437	–	704
Total	21 006	98	802	18 971	–	769

Notes annexes (non audité)

Au 30 septembre 2023, la banque a évalué les pertes de juste valeur comptabilisées dans les autres éléments du résultat global qui sont attribuables aux instruments dérivés désignés dans des relations de couverture des flux de trésorerie et a déterminé que les pertes devraient être recouvrables sur la durée attendue des relations de comptabilité de couverture.

Au cours du troisième trimestre 2023, la banque a amorcé la transition des couvertures de flux de trésorerie fondées sur le taux CDOR aux dérivés de couverture sur taux d'intérêt de remplacement fondés sur le taux CORRA pour les couvertures de flux de trésorerie, à la suite de l'annonce de RBSL en 2022 selon laquelle elle cessera le calcul et la publication du taux CDOR après juin 2024. Comme le taux de remplacement des produits offerts continue d'être le taux CORRA, aucun montant n'a été reclassé des autres éléments du résultat global à l'état des résultats. En outre, la banque a mis fin à un certain nombre de ses couvertures de juste valeur fondées sur le taux CDOR et amortira les ajustements de la valeur d'entrée antérieurs jusqu'à l'échéance des obligations à taux fixe couvertes ou jusqu'à la vente des obligations, selon la première de ces éventualités.

Dans le cadre de ses pratiques de gestion des risques, la banque met en place des couvertures de flux de trésorerie et des couvertures de juste valeur qui nécessitent le recours à des dérivés fondés sur le taux CORRA.

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Notes	Au	
		30 sept. 2023	31 déc. 2022
		M\$	M\$
Placements financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		13 497	15 039
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	8 660	10 577
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 424	2 678
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		1 205	1 578
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		1 197	191
– Titres de capitaux propres		11	15
Instruments financiers évalués au coût amorti		9 407	8 361
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada		5 831	5 660
– obligations de gouvernements étrangers		2 397	2 003
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		703	698
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		476	—
À la clôture de la période		22 904	23 400
Placements financiers			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		21 155	23 163
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 749	237
À la clôture de la période		22 904	23 400

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	30 sept. 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Débiteurs	908	1 121
Comptes de règlement	1 194	463
Garantie en trésorerie	772	997
Autres	11	10
À la clôture de la période	2 885	2 591

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	30 sept. 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	1 639	3 732
À la clôture de la période	1 639	3 732

10 Titres de créance émis

	Au	
	30 sept. 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	6 472	11 432
Obligations sécurisées	3 933	3 887
Instruments du marché monétaire	88	416
À la clôture de la période	10 493	15 735

Durée résiduelle

	Au	
	30 sept. 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Moins de un an	813	7 502
De 1 an à 5 ans	9 538	8 162
De 5 ans à 10 ans	142	71
À la clôture de la période	10 493	15 735

11 Autres passifs

	Au	
	30 sept. 2023	31 déc. 2022
	M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours	1 876	1 930
Obligations locatives	275	264
Créditeurs	719	792
Comptes de règlement	918	272
Garantie en trésorerie	475	280
Passif au titre des paiements fondés sur des actions	9	7
Autres	19	32
À la clôture de la période	4 291	3 577

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 septembre 2023 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché	Niveau 2 : Données observables	Niveau 3 : Données non observables importantes	
	M\$	M\$	M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 30 sept. 2023				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	2 294	114	—	2 408
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	20	—	20
Dérivés	—	6 081	—	6 081
Placements financiers	13 486	11	—	13 497
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	1 504	135	—	1 639
Dérivés	—	6 602	—	6 602
Au 31 déc. 2022				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	3 966	330	—	4 296
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	18	—	18
Dérivés	—	6 220	—	6 220
Placements financiers	15 024	15	—	15 039
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 486	246	—	3 732
Dérivés	—	6 575	—	6 575

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs	
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$
Trimestre clos le 30 sept. 2023		
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	55
Trimestre clos le 30 sept. 2022		
Transfert du niveau 1 au niveau 2	1	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de modifications à l'observabilité des données d'entrée et à la transparence des prix.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites à la page 112 du *Rapport et états financiers annuels 2022*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		30 sept. 2023		31 déc. 2022	
		Valeur comptable ² M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	73 721	72 825	74 862	74 025
Placements financiers – au coût amorti		9 407	9 148	8 361	8 194
Passif					
Comptes des clients		80 057	80 596	82 253	82 430
Titres de créances émis		10 493	10 046	15 735	15 258
Créances subordonnées		1 011	1 096	1 011	1 110

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 69 177 M\$ et juste valeur de 68 336 M\$ (valeur comptable de 70 168 M\$ et juste valeur de 69 383 M\$ au 31 décembre 2022).

2 Les intérêts courus sont présentés séparément au bilan et, par conséquent, ne sont pas pris en compte dans la valeur comptable des instruments financier ci-dessus.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net. Toutefois, il s'agit là d'un aspect faisant appel à un degré élevé de jugement et les obligations potentielles découlant de ces cas pourraient, au total, être significatives sur le bilan consolidé ou l'état consolidé du résultat net de la banque.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Dividendes

Le 26 octobre 2023, la banque a déclaré, pour le quatrième trimestre de 2023, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2023 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 décembre 2023.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le quatrième trimestre de 2023 ont été déclarés après le 30 septembre 2023, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque. Pour le moment, aucun dividende n'a été déclaré sur les actions ordinaires de la Banque HSBC Canada au cours du quatrième trimestre.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 septembre 2023.

Le 26 octobre 2023, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des investisseurs

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000

Toronto

Banque HSBC Canada
16, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 0E6

Demandes des médias

Anglais :
647-388-1202
647-880-5406
416-673-6997
Français :
647-880-5406
416-673-6997

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

X : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada
Instagram : @hsbc_ca

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Gestion privée de placement HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca